

# VILLE DE BAGNOLS-SUR-CEZE

## CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 1<sup>er</sup> juillet 2017**

### PROCÈS-VERBAL

**Date d'envoi des convocations**

**et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 19 juin 2017**

**Nombre de Conseillers municipaux : 33**

**Nombre de Conseillers municipaux présents : 26**

**Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6**

**Nombre de Conseillers municipaux absents : 1**

L'an deux mille dix-sept, le 1<sup>er</sup> juillet à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire.

**Conseillers municipaux présents :** M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Catherine **EYSSERIC**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **COURBEY**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Karine **GARDY**, M. Denis **RIEU**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, Mme Murielle **ISNARD**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration :** M. Jean Christian **REY** *procuration à J-Y CHAPELET*, M. Vincent **POUTIER** *procuration à C. SUAU*, M. Anthony **CELLIER** *procuration à M. COUSTON*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à C. EYSSERIC*, M. Serge **ROUQUAIROL** *procuration à Y. ORTIZ*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à A-M. AYMERIC*

**Conseillers municipaux absents :** M. Stéphane **PEREZ**

**Secrétaire de séance :** Emmanuelle **CREPIEUX**

**Jean-Yves CHAPELET :** Avant de commencer, vous avez ceci qui vous a été remis sur la table, ne vous inquiétez pas c'est exactement le même. Nous en parlerons le moment venu, c'est simplement que la photocopie était de travers et donc il manquait des chiffres, il manquait surtout des zéros et les zéros s'ils sont devant, c'est pas de problématique, s'ils sont derrière ça peut faire des chiffres assez importants. Avant de commencer ce Conseil Municipal je voudrais accueillir des étudiants de l'Université d'Atlanta, ils sont majors de promotion de chaque département, nous on dit « département ». Ils vont assister au début de nos débats, donc si nous pouvions éviter de nous écharper dès le début ce serait très bien pour donner une bonne image, je compte sur vous. Nous sommes très heureux de vous accueillir dans notre commune et pour cela je vais laisser la parole à Ghislaine.

**Ghislaine COURBET :** J'ai moins peur parce qu'il n'y a pas de professeur d'anglais dans la salle et nos amis américains m'excuseront parce qu'il y a longtemps que je n'ai pas pratiqué.

### DISCOURS EN ANGLAIS

**Jean-Yves CHAPELET :** Toujours avant de démarrer le Conseil Municipal, on va avoir une petite cérémonie.

**INTERVENTION D'UNE PERSONNE ETRANGERE et de Mr CHAPELET (ne parle pas dans le micro).**

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci et je le laisse devant nous pour qu'on puisse l'admirer pendant tout le Conseil Municipal.

Avant de faire l'appel je voudrais vous proposer 2 mn de silence pour 2 personnes qui nous ont quittés récemment, Louis NICOLLIN et Simone VEIL et avec Catherine nous allons nous partager la tâche.

Avant de rendre hommage à Louis NICOLLIN, je voulais d'abord y associer l'ensemble du Conseil Municipal et plus particulièrement Monsieur Le Maire de Bagnols qui était proche avec qui il avait tissé des liens et puis surtout notre directeur de cabinet qui est au fond de la salle.

Louis NICOLLIN va nous manquer au quotidien. Il va nous manquer dans ses colères, dans ses excès, dans sa gentillesse, dans sa délicatesse. Il fait partie des monuments et des montagnes de cette région Languedoc Roussillon et aussi de la grande région Occitanie. Il va laisser son empreinte en tant qu'homme, en tant qu'entrepreneur. Pour ceux qui l'auraient oublié, il est partie d'une petite entreprise familiale, il en a fait aujourd'hui cet empire mais un empire humain. Je pense que dans nos connaissances nous avons tous des salariés de la petite société Louis NICOLLIN, il avait l'esprit de famille, qu'il a su conserver, malgré ce gigantisme, l'esprit de manager, de contact. C'est aussi quelqu'un qui va laisser son empreinte en tant qu'homme passionné de football. Il ne le faisait pas souvent mais devant sa collection de maillots, c'était gigantesque. Quand il en parlait il avait des yeux d'enfant, l'ogre devenait un gamin. Je rappelle que le club de Montpellier il en a fait quelque chose d'extraordinaire mais quelque chose à taille humaine et qu'en 2012 il a hissé le club de Montpellier à celui du Paris Saint Germain à l'époque et il a amené ce club en haut de l'élite.

C'était aussi un homme de cœur, un homme qui fédérait autour de lui et comme tous les grands hommes de cette région c'était quelqu'un avec de la gouaille, quelqu'un qui avait le cœur et la taille énormes, qui vous avalait tout cru et qui, par contre, lorsque vous étiez avalé, vous faisiez partie des proches.

Je voulais juste vous raconter une anecdote, il y a 4-5 ans mon épouse et moi-même sommes partis au Congrès des Maires, et à midi par le pur des hasards, nous avons mangé sur une petite table d'1 m<sup>2</sup> à peine avec une nappe à carreaux rouges et blancs, mon épouse, son épouse, Louis NICOLLIN et moi du cassoulet, ce qui aurait pu être un repas j'allais dire presque commun et bien j'ai certainement passé le repas le plus délicat, le plus tendre, le plus convivial, le plus subtile qui m'ait été donné de faire dans ma vie. J'ai découvert ce jour-là quelqu'un qui était hyper intelligent, hyper malin, qui avait une culture à n'en plus finir et surtout quelqu'un d'une délicatesse, tout à fait à l'inverse de l'image qu'il vous renvoyait au quotidien. Je ne vais pas aller au-delà, je voulais que cet hommage soit fait, c'est un hommage qui me touche, qui touche Jérôme, qui touche Jean Christian plus particulièrement et vous dire que dans ce Languedoc Roussillon, après Georges Frêche, c'est la 2<sup>ème</sup> montagne qui tombe. C'est une montagne qui vient de tomber à nouveau pour notre génération, pour la génération qui va venir derrière. Nous, nous devons une seule chose, c'est de déplacer et d'aider à reconstruire des montagnes dans ce Languedoc Roussillon. Donc je vous propose de faire une minute de silence.

### UNE MINUTE DE SILENCE

**Catherine EYSSERIC :** Bien triste période finalement puisque nous avons aussi eu hier la triste nouvelle du décès de Simone VEIL. Ce décès plonge de nombreuses Françaises et Français dans une profonde tristesse. Les hommages et les témoignages se multiplient depuis cette triste nouvelle dont de nombreux élus locaux, je pense notamment à Rémy qui témoignait aussi d'une petite anecdote avec sa rencontre avec Simone VEIL à l'Elysée.

Je remercie l'initiative du Maire Adjoint d'associer ce matin tous les Bagnolais et les Bagnolaises à travers notre Conseil Municipal à cet hommage.

Le parcours de Simone VEIL qui incarnait la noblesse politique et la droiture morale trouve probablement sa cohérence et sa force dans un parcours de vie hors du commun démarré par la tragédie de la Shoah et des camps d'extermination et se façonnant ensuite de combats au cœur des valeurs républicaines.

Dans le riche Panthéon, les actes de résistance personnelle de Simone VEIL et de ses actes politiques, il est bien délicat d'en extraire les plus marquants. Bien sûr, et dans sa qualité de femme engagée je retiendrai son discours emblématique du 29 novembre 1974 qui donna lieu à la Loi Veil pour la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Les droits des femmes qu'elle incarnait avec modernité dans ses paroles. Ma revendication en tant que femme c'est que ma différence soit prise en compte, que je ne sois pas contrainte de m'adapter au modèle masculin. Simone VEIL s'est aussi sa force comme 1<sup>ère</sup> présidente du parlement Européen, sa véhémence contre les extrémistes et les fascistes. Son engagement inlassable à transmettre son histoire dans le devoir de mémoire et avec une dignité, une humanité et je dirai une pudeur toute particulière.

Simone VEIL restera pour nous et particulièrement nous les femmes, plus qu'un modèle, une icône et à ne pas douter un guide pour les générations futures.

Recueillons-nous à la mémoire de cette grande dame de la République.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous remercie, je vous propose d'observer une minute de silence en mémoire de Mme VEIL.

### UNE MINUTE DE SILENCE

**Jean-Yves CHAPELET :** Je précise qu'il va de soi que la mémoire de Simone VEIL sera honorée sur la commune comme il se doit. Nous allons proposer au Comité des sages de commencer à réfléchir sur une dénomination, baptiser une rue Simone VEIL n'aurait pas de sens, il faut que nous trouvions quelque chose qui puisse aller avec l'image qu'elle a dégagée et tout le combat de sa vie, trouver le bâtiment ou le lieu qui s'approprie au mieux à l'image et à la mémoire de Simone VEIL. Je vous remercie.

Nous allons commencer le Conseil Municipal, je vais commencer par l'appel.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 2 juillet et 8 octobre 2016.**

**Jean-Yves CHAPELET** : Nous avons rencontré un problème technique sur la retranscription du Conseil municipal du 2 juillet donc je vous propose d'approuver simplement celui du 8 octobre.

**Claude ROUX** : Entant absent à celui du 8 octobre je m'abstiendrai sur le vote du compte rendu.

**Jean-Pierre NAVARRO** : En lisant avec attention ce procès-verbal, j'ai appris que certains se plaignent surement à juste raison que leurs déclarations ne soient pas prises entièrement en compte dans les procès-verbaux. Par contre, en ce qui me concerne, rien n'est occulté. Sur le présent document apparaît même la très confraternelle déclaration d'amour que je me suis permis d'adresser à Mme Crépieux, qu'elle veuille bien me pardonner cette incartade.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il d'autres commentaires ? Non. Je le mets au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? 1 abstention (Claude ROUX)

**La question n° 1 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **02**

Rapporteur : **JY. CHAPELET**

Objet : **Rapport sur les actions entreprises suite aux observations de la Chambre Régionale des Comptes.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) a transmis le 31 juillet 2015 un rapport d'observations portant sur la gestion de la commune pour les exercices 2008 à 2014. Ce rapport a été présenté au Conseil municipal le 10 octobre 2015.

Le Code des juridictions financières stipule qu'un rapport doit être présenté au Conseil municipal concernant les actions entreprises à la suite des observations de la CRC.

Le document joint en annexe liste l'ensemble des remarques ou mesures prises.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous rappelle qu'en juillet 2015 la Chambre Régionale des Comptes nous a transmis un rapport d'observations, suite à son audit sur la Commune de Bagnols. Sur ce rapport, qui nous a été remis, figuraient souvenez-vous huit recommandations. Ces recommandations, nous avons 2 ans pour y répondre et ce délai de 2 ans est important parce qu'il permet en fonction des résultats de l'audit de commencer à faire des actions.

Vous avez les huit recommandations qui sont les huit items et je vais essayer de vous les commenter. Je ne vais pas vous lire l'ensemble du document. C'est ce qui sera transmis, du moment que nous l'aurons voté, à la Chambre Régionale des Comptes et qui fera foi de notre réponse.

- Le 1<sup>er</sup> chapitre, c'était ce que l'on appelle des observations préliminaires mais qui ne contenaient aucune observation particulière.
- Le chapitre 2 se décomposait en deux parties :
  - la situation financière où nous avons des remarques en ce qui concerne le montant des loyers
  - et les droits de place.

En ce qui concerne les montants des loyers, nous l'avons signalé à la Chambre Régionale des Comptes, c'est une volonté politique d'avoir des loyers en deçà du marché parce que nous avons un quartier *Politique de la ville* et que nous voulons, sur ces quartiers *Politiques de la ville*, être attractifs. Cela concerne entre autres les Escanaux et quelques loyers. La Chambre Régionale des Comptes nous le fait remarquer mais nous, politiquement, nous voulons que les commerces mais cela

concerne aussi les douanes, la CPAM, la MLI, le Commissariat de Police, nous voulons que ces services restent à l'intérieur de la commune.

En ce qui concerne le droit d'occupation du domaine public, je l'avais déjà souligné lors d'un précédent Conseil Municipal, nous avons échelonné en deux fois et nous avons rencontré les commerçants. Je remercie Philippe Berthomieu du travail qu'il a fait et donc aujourd'hui au lieu de présenter en décembre une seule facture annuelle, nous avons découpé la facture en deux, il y en a une qui arrive au mois de septembre, une qui arrive au mois de novembre. Ce qui nous permet aujourd'hui, d'avoir un taux de recouvrement beaucoup plus important dont nous avons tenu compte. En ce qui concerne les relations avec la trésorerie, nous avons très largement amélioré le système grâce à une meilleure transmission informatique. Nous avons moins de délais et la liaison entre la trésorerie et la Mairie de Bagnols se fait beaucoup mieux.

En ce qui concerne la dette, aujourd'hui nous avons lancé une renégociation de la dette. Mme Eysseric sous son 1<sup>er</sup> mandat en tant qu'adjointe aux finances avait renégocié l'ensemble de la dette, stabilisé et fiabilisé notre dette. Nous maintenant après avoir stabilisé les comptes de la Mairie, nous sommes en phase de renégociation. J'ai reçu le Crédit Agricole, la Caisse d'Épargne et la Caisse des Dépôts et Consignations tout récemment pour renégocier les emprunts, on devrait avoir les premiers retours au mois de juillet/août sachant que ce que nous recherchons aujourd'hui c'est de revenir un peu sur les taux variables et le chiffre objectif est de gagné environ 350.000 € sur l'ensemble de notre dette, ce qui nous redonnera un peu plus de respiration. Donc, nous avons suivi les recommandations.

Sur la mutualisation, je rappelle que l'Agglomération du Gard rhodanien a développé son plan de mutualisation. Les statuts ont été modifiés tout récemment pour ceux qui siègent au Conseil Communautaire et donc nous avons aujourd'hui des mutualisations qui sont fortes, qui continuent. Entre autres, l'équipe de la direction a été mutualisée, l'informatique, tout ce qui est périscolaire, les animations, la politique de la ville, les solidarités, les services techniques et nous avons encore des pistes de recherche qui sont autour de la commande publique. Il faut savoir que sur ce territoire, que ce soit Bagnols, Pont Saint Esprit, Laudun, nous avons tous des services de commandes publiques également à l'Agglomération. On travaille déjà comment les mutualiser et aussi autour de la cuisine centrale, c'était un peu le sujet des rendez-vous que j'avais hier, donc autour de la cuisine centrale on va regarder comment on peut mutualiser aussi avec l'Agglomération sachant que la cuisine centrale, aujourd'hui, travaille plus pour l'Agglomération et les communes alentours que pour la commune. Ce sont des pistes de recherches, on a vraiment tenu compte des remarques de la Chambre Régionale des Comptes sur ce sujet.

En ce qui concerne la situation financière, on y reviendra tout à l'heure. L'autofinancement aujourd'hui est à 3.2 millions et vous allez voir que dans le budget supplémentaire, on est en train de l'améliorer, nous avons un Compte Administratif à 600 K€ que nous avons voté lors du dernier Conseil Municipal. Nous avons un désendettement important par habitant autour de 200 €. Nous avons retrouvé des marges de manœuvre. L'année dernière nous avons très peu eu recours à l'emprunt, l'année passée pas du tout, cette année nous allons diminuer le recours à l'emprunt que nous avons budgétisé et le diminuer de 200.000 €. Nous maîtrisons nos charges, nous maîtrisons le budget personnel. Aujourd'hui, nous sommes rentrés dans un cercle vertueux qui nous permet, on reviendra tout à l'heure sur le Plan

Pluriannuel d'Investissement, qui nous permet aujourd'hui d'envisager l'avenir de façon plus sereine. La Chambre Régionale des Comptes s'est quand même intéressée en première partie à notre état de santé financière donc je pense que là nous avons largement de quoi lui répondre et surtout de montrer que nous avons bien tenu compte de ses remarques.

En ce qui concerne la qualité de l'information budgétaire et financière. Sur les restes à réaliser, nous l'avons précisé à la Chambre Régionale des Comptes, ce qu'ils nous reprochaient c'était le report du chantier de l'église mais c'était volontaire, c'était un acte politique. C'est-à-dire qu'aujourd'hui nous avons reporté 600 K€ en recettes et 743K€ en dépenses mais c'était un acte volontaire. Il faut savoir que sur la rénovation nous ne sommes pas les seuls financeurs, il y a la région, il y a la PREB et donc aujourd'hui, ne serait-ce que pour montrer que nous étions engagés, c'était un acte volontaire donc nous l'avons signalé à la Chambre Régionale des Comptes et dans la réponse nous leurs rappelons notre position.

Sur les budgets supplémentaires, la CRC nous demandait de mettre en œuvre une politique de provisionnement. C'est-à-dire que lorsque vous avez un risque financier, quel qu'il soit, que ce soit un recours, ils nous demandent de provisionner les sommes c'est-à-dire de bloquer les sommes, autant vous dire que c'est très compliqué mais pas que pour la Mairie de Bagnols, c'est pour toutes les EPCI de France et de Navarre, c'est très compliqué. Par contre, nous reprenons un petit peu de respiration financière, aujourd'hui nous allons commencer à provisionner. En 2017 nous allons provisionner une somme de 60K€ qui correspond au centre Schweitzer qui est en cours de démolition, qui est même démoli. Il occupait le domaine public depuis quelques années de façon illégale et surtout ne payait pas la redevance d'occupation du domaine public. Il y a eu une liquidation, nous avons présenté une somme de 60.000 € qui nous est due au titre de l'occupation du domaine public, aujourd'hui il refuse de payer, c'est dans les mains de notre cabinet d'avocats et donc là cette somme aujourd'hui nous commençons à la provisionner. On va essayer, autant que faire se peut, et surtout quand c'est faisable parce que si le risque est autour d'un million d'euros, je ne l'espère pas on aura du mal à provisionner mais on va essayer de rentrer dans cette politique de provisionnement pour couvrir les risques potentiels.

La Chambre Régionale des Comptes est un outil d'audit, pour ceux qui sont habitués à l'assurance qualité, l'audit sert à remettre des plans d'actions en place, entre autres sur les immobilisations. Il est vrai que nous avons du retard sur les immobilisations donc depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2017, et je remercie notre DGS d'y prêter une attention toute particulière, nous avons mis en place un plan d'actions pour que les écritures de régularisation se mettent en place. Je vais vous donner un exemple, le matériel que nous avons transféré au SDIS, vous voyez que ce n'est pas récent, au service incendie lorsqu'ils étaient communaux et qu'ils ont été départementalisés, il restait encore des écritures en route, nous avons fait comme nous avons fait cet hiver sur les impayés, nous avons épuré un peu toutes les immobilisations. Donc, depuis le début de l'année, nous avons fait un gros effort dessus et je pense que l'on ne doit pas être loin aujourd'hui d'avoir un parc d'immobilisations qui correspond à la réalité. En ce qui concerne la gestion des ressources humaines, la CRC nous demandait de faire un diagnostic plus poussé sur l'absentéisme et de déterminer un plan d'actions. Aujourd'hui, nous avons un groupe de travail qui se réunit, qui est constitué d'élus et d'organisations syndicales et de salariés et donc aujourd'hui des choses se mettent



en place notamment au niveau des expertises médicales. Elles sont effectuées beaucoup plus régulièrement, c'est vrai que l'on avait un petit peu de retard là-dessus. Il y a un questionnaire des risques psychosociaux qui a été diffusé, il est en cours de dépouillement, dès qu'il sera dépouillé nous entamerons les actions d'amélioration et il est envisagé aussi à chaque fois que quelqu'un revient d'un arrêt maladie de longue durée, de mettre en place un entretien individualisé pour la reprise du travail, c'est autre chose que le médical, afin de comprendre les raisons, d'analyser aussi le reclassement.

La Chambre Régionale des Comptes nous demandait d'avoir une politique en matière de RH à savoir d'utiliser l'avancement personnel comme un réel outil de pilotage. C'est très bien sauf que la Chambre Régionale des Comptes a oublié quelque chose au passage, c'est que depuis la loi a changé. Je pense que Mme Crépieux pourra vous en parler peut-être un petit peu plus tout à l'heure, la seule partie que nous avions c'était les avancements au minimum ou au maximum et aujourd'hui cet outil de management a disparu pour avoir un outil juste au maximum. Donc nous signifions à la Chambre Régionale des Comptes qui ne sont pas des fonctionnaires territoriaux et que dans le fonctionnariat territorial c'est un petit peu différent de ce qu'ils vivent au quotidien.

Ils nous signalaient que nous avons un taux de personnel éligible à la NBI qui était supérieur à la moyenne. Après vérification auprès des RH, c'est vrai nous avons un taux pas largement mais un petit peu supérieur. Je rappelle juste que nous sommes en quartier *Politique de la ville* et tous les gens qui travaillent dans des services qui sont situés en quartiers prioritaires ont la NBI, c'est un fait. Ce sont des points d'indices supplémentaires, attribués selon différents critères, vous avez 5-6 items, notamment si vous recevez du public, si vous avez du personnel qui travaille dans des services situés en ZUS, etc.

Sur les logements, comme nous l'avait signalé la Chambre Régionale des Comptes nous avons pris une délibération le 25 novembre 2015 et les arrêtés individuels ont été pris, c'est-à-dire qu'aujourd'hui toutes les personnes qui sont logées par la mairie avec un loyer ont un arrêté qui y est associé.

Sur le parc automobile, nous avons un groupe de travail qui est mené par Mme BAYLE, qui est constitué d'élus et de services. Sur ce parc automobile qui était vieillissant, depuis deux ans, nous avons remisé une vingtaine de véhicules et nous en avons acheté 7. A contrario, nous avons créé des pôles où vous pouvez venir chercher un véhicule pour juste un besoin, ils ne sont plus attribués. Nous essayons d'acheter des véhicules mieux adaptés, moins polluants mais on ne remplace pas unité par unité.

Les relations avec les associations, pour renforcer l'évaluation et le contrôle des associations subventionnées, nous avons fait un effort significatif depuis la création du service « Sport et Vie Associative ». Ce service est chargé d'animer la Maison des Associations et dans la Maison des Associations nous avons créé un guichet unique où tous les dossiers de subventions, de remise des bilans d'activités, des bilans financiers sont archivés. Il est vrai que lorsque la Chambre Régionale des Comptes nous a audités on avait une partie des dossiers qui était d'un côté, une autre partie de l'autre, il fallait jongler, et donc aujourd'hui tous les dossiers sont archivés via le guichet unique qui les suit de A à Z.

J'ai quelques remontées d'associations à qui je dis « on ne verse les subventions que lorsque l'on a le bilan d'activité et le bilan financier ».

En ce qui concerne l'ALSH de l'association «Mosaïque » après notre rencontre avec les administratifs mais aussi le Conseil d'Administration, nous avons convenu l'année dernière et je vous l'avais présenté l'année dernière lors du budget de l'ALSH de « Mosaïque », de le transférer vers l'Agglomération qui est compétente pour l'ALSH et Mosaïque s'est redéployée sur sa mission qui était celle initiale. On a suivi complètement l'avis de la Chambre Régionale des Comptes.

La politique culturelle, j'y reviendrai, c'est la même réponse que pour les loyers des magasins. J'aime beaucoup la Chambre Régionale des Comptes, je n'ai rien contre, ce sont des gens qui font très bien leur travail mais je vais répéter ce qu'a dit Monsieur le Maire et je pense que tout le monde va s'y associer, la politique culturelle c'est nous qui la décidons, qu'elle soit bonne ou mauvaise, appropriée, pas appropriée, en tous les cas la Chambre Régionale n'a pas à émettre d'avis dessus. Par contre, ce que je peux en dire c'est qu'elle ne doit pas être si mauvaise parce que nos entrées ont augmenté, nos recettes ont augmenté donc nous estimons qu'elle s'adresse à tout le monde et surtout quand les recettes augmentent cela veut dire que les gens viennent plus et quand les gens viennent plus cela veut dire que la politique culturelle que nous déployons est bonne.

En conclusion, sur les dépenses de communication, nous avons mutualisé avec l'Agglomération du Gard Rhodanien et tout ce qui est en dépense nous essayons de ne pas faire de redondance mais en ce qui concerne la communication, je pense que l'on peut prendre tous les rapports de la Chambre Régionale des Comptes qui s'adressent à toutes les communes, c'est leur « dada ». Nous avons des dépenses de communication qui ne sont pas élevées, je rappelle que nous avons un service de communication qui est constitué de 3 salariés, on n'a plus de directeur de communication, nous avons un conseiller municipal devenu député qui s'occupe de la communication, nous n'avons pas l'impression que ces dépenses soient éhontées.

En conclusion, excusez-moi d'avoir été un peu long, mais j'ai essayé d'être exhaustif. Ce qui est important quand la Chambre Régionale des Comptes vient vous auditer, 1<sup>ère</sup> chose ce qu'elle regarde c'est la santé financière.

Nous avons entre 2014 et 2016, une augmentation réelle de fonctionnement, des recettes réelles de fonctionnement, nous avons une diminution réelle des dépenses de fonctionnement, nous avons une augmentation importante de l'autofinancement et nous avons une diminution de l'endettement par habitant. Dans un audit, vous avez le noyau central et vous avez des choses, je dirai, un petit peu périphériques. En tous les cas, sur le noyau central qui est la santé de la commune, je pense que l'on peut être fier de ce que nous avons mis en œuvre depuis que la Chambre Régionale des Comptes nous a audités.

**Christian ROUX :** Je vous remercie tout d'abord d'avoir détaillé un petit peu cette présentation. Ce que je voudrais dire au nom du groupe par rapport à l'audit qui a été réalisé par la Chambre Régionale des Comptes, je crois que c'était important de faire cette présentation, c'était important que vous expliquiez les mesures prises justement par rapport aux remarques de la Chambre Régionale des Comptes donc merci pour la transparence.

Après, si on entre un petit peu plus dans le détail, on ne va pas refaire le débat d'orientations budgétaires, mais j'ai quelques remarques de forme. Je pense qu'il aurait été intéressant aussi qu'on puisse avoir quelques éléments chiffrés par

exemple sur la mutualisation, pour donner un peu plus de clarté pour qu'on arrive un petit peu mieux à comprendre. Il aurait peut-être été intéressant d'avoir le nombre de personnel. Vous nous avez expliqué les services qui ont été mutualisés, il aurait peut-être été intéressant qu'on puisse avoir l'information sur le nombre de personnel concerné par les mutualisations, bon c'est du détail.

Après, nous avons quelques questions un petit peu plus techniques. Je ne sais pas si je vous les pose ? On n'a pas l'habitude de parler du personnel donc on peut peut-être en profiter aujourd'hui pour parler du personnel. Sur le groupe de travail, j'aurais quelques questions à vous poser. De qui est-il constitué ? Est-ce qu'il y a la présence du médecin du travail ? Parce que quand on parle des risques psychosociaux c'est important que l'avis médical soit effectif. Vous avez présenté les choses en expliquant qu'il y avait un questionnaire anonyme, donc c'est important de savoir comment est constitué ce groupe de travail ? Ensuite les entretiens de reprise du travail, alors je connais mieux le Code du travail que le Code des collectivités locales mais je suppose que les visites de pré-reprise ou du moins la visite de reprise doit exister quelque part. Après je parle un peu en professionnel, ce qu'il faut savoir c'est que au-delà de 6 mois d'absence dans l'entreprise la probabilité pour que la personne reprenne est quasi nulle donc je trouve que c'est très bien que vous vous atteliez à ce sujet en sachant que cela a un coût humain et aussi un coût financier pour la collectivité.

Pour revenir sur les éléments chiffrés, c'est vrai qu'effectivement le taux d'absentéisme il aurait été bien de le connaître. Voilà pour les premières questions.

Sur les véhicules de service, vous nous avez donné le nombre, vous avez parlé de 20 véhicules et que vous aviez acheté 7 nouveaux véhicules.

Ensuite sur la partie sportive, j'aurais une question plutôt sur les conventions d'objectif. Comment vous organisiez vos conventions d'objectifs ? Est-ce que c'est à la demande de l'association ? Est-ce que c'est vous qui êtes moteur justement dans la génération de la convention d'objectifs ? Voilà, ce sont les questions pour lesquelles j'aurais aimé avoir des réponses.

Ensuite concernant l'association « Mosaïque », vous parlez de recentrage. Pareil j'aurais aimé savoir un peu la méthodologie justement pour recentrer l'association sur ses vraies missions.

En conclusion, vous parlez de l'augmentation des recettes de fonctionnement, l'augmentation importante de l'autofinancement, juste pour vous préciser qu'en 2015 vous avez décidé d'augmenter les taxes locales de 10%.

Merci.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais essayer de vous répondre partiellement. En ce qui concerne les éléments chiffrés sur le nombre de personnel, je pense que Mme Crépieux va vous répondre, mais je voudrais vous rappeler que là il s'agit du rapport que nous remettons à la Chambre Régionale des Comptes et sachez que si vous avez de telles précisions à nous demander, nous avons des commissions de préparation qui sont là pour répondre à vos questions. Ne vous gênez pas, mais vous répondre précisément en Conseil Municipal, on peut le faire parce qu'on maîtrise nos dossiers mais globalement, si vous voulez plus de détails on se fera un plaisir de vous répondre.

**Emmanuelle CREPIEUX :** Sur ce sujet-là, il a été présenté en CT l'organigramme avec les chiffres de mutualisation, je ne les ai pas là mais par contre je pourrai vous les donner sans aucun problème.

Ensuite sur la médecine du travail, il faut savoir qu'il est très compliqué d'avoir un médecin de travail encore plus au niveau du centre de gestion. Actuellement, nous n'avons pas de médecin du travail parce que notre médecin du travail est malade et n'a pas été remplacé alors que cela faisait un moment qu'on l'attendait. Ce sont des postes qui ne sont pas beaucoup pourvus. Donc, il n'y a pas de visite de pré-reprise au niveau de la fonction publique. Pour les groupes de travail, sur les accidents de travail, nous sommes trois élus, la DRH, l'agent de prévention et les organisations syndicales à hauteur du pourcentage des élections, à savoir 2 et 1 par 3 syndicat. Ce que l'on fait c'est qu'on examine les déclarations d'accident de travail et on regarde les préconisations qui peuvent être faites, savoir si les EPI étaient portés.

Sur le taux d'absentéisme, on l'avait donné quand on a présenté le budget...

**Jean-Yves CHAPELET :** Dans la partie DOB tu avais présenté une partie qui était sur le personnel, sur les RH, il n'y a pas de soucis on vous le communiquera.

Pour les titulaires, au niveau national, à Bagnols nous sommes à 24.1 et au niveau des non titulaires nous sommes à 9.9 au niveau national et 7.8 au niveau des titulaires pour Bagnols.

Juste pour rappeler quelque chose, en ce qui concerne les médecins du travail sachez que nous sommes appelés aussi à faire appel et vous le voyez quelque fois dans le gros livre que l'on vous remet, à faire appel aux médecins généralistes de la commune.

Je vais continuer sur « Mosaïque ». En fin de compte il ne s'agit pas de recentrer, la partie ALSH a été retirée et après ils sont restés sur le reste des missions donc il ne s'agit pas de recentrer, c'est juste qu'une partie des missions qui était l'ALSH est passée au niveau de l'Agglomération et au niveau des budgets aussi et aussi au niveau personnel les choses se sont faites avec le transfert.

Sur les éléments chiffrés, sur le médecin du travail, les entretiens. Ce qu'il faut comprendre, c'est que l'entretien qui est en cours d'élaboration va aller au-delà, c'est-à-dire il ne s'agit pas juste d'une visite de reprise pour savoir si physiquement vous avez le bras ou le dos qui fonctionne bien. Comme vous l'avez signalé Monsieur Roux c'est aussi un entretien pour comprendre d'abord et savoir comment la personne va réintégrer son poste, si elle doit être réintégrée au même poste, connaître ses envies, quand vous êtes en longue maladie c'est toujours compliqué de reprendre donc il faut aussi adapter le poste, adapter l'environnement qui va être autour de la personne. Ce n'est pas que la partie médicale.

**Michel CEGIELSKI :** Je me permets de prendre la parole sous couvert de Monsieur Vincent Poutier absent. La question qui concerne les conventions d'objectifs dans le sport, il en existait quand j'étais en charge du sport tout en succédant à Maxime Couston, il existait trois conventions d'objectifs, le foot, le rugby et le hand-ball. Ensuite, j'avais initié non seulement des critères d'attribution de subvention de fonctionnement mais également une réflexion notamment au sein de l'Office des sports qui est toujours un partenaire important de réflexion de convention vers les autres associations sportives en partant des plus grosses pour en arriver jusqu'au

plus petites. Je sais que Vincent Poutier a mis en place des conventions, je ne pourrai pas citer toutes les associations sportives mais au moins l'Office du Sport parce que j'en fais partie et puis là il y a au moins un représentant de l'Office du Sport qui est en face de moi, Claude Roux, où là également il y a une convention qui lie la ville avec cette association donc je sais que ce sont des conventions d'objectifs qui lient les deux parties et qui ont pour but, non seulement, de développer la pratique du sport ou du sport concerné mais également d'animer la ville tant au niveau des manifestations à l'intérieur qu'au niveau des résultats. Donc, les conventions se déploient de plus en plus dans le milieu du sport sous couvert de Vincent Poutier évidemment.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Ecoutez, j'avais préparé beaucoup de questions mais je crois qu'elles ont déjà été débattues, je les citerais pour mémoire.

Donc ce que j'avais à dire c'est que lors du débat d'orientations budgétaires 2016, je ne sais pas si vous vous en souvenez mais c'est marqué dans le procès-verbal, je me suis permis d'attirer votre attention sur la chance qui vous était donnée par l'apport de cet audit tombé du ciel contrairement à celui réalisé en 2001 par un cabinet privé pour la somme de 90.000 francs soit 13.720 €, prélevée sur le budget communal dans le but de mettre en cause la gestion de mon ami Gérard Revol maire sortant. Je dois dire qu'à l'époque nul n'a jamais tenu compte des actions prescrites. Je n'aurai pas l'outrecuidance de prétendre que vous avez entendu mon conseil mais je constate simplement que vous avez réalisé un bon travail suivant pas à pas les conseils gracieux de la Chambre Régionale des Comptes.

Si j'en crois les graphiques portés page 2.7 et je n'ai aucune raison, vraiment aucune raison de les mettre en doute, je constate qu'entre 2014 et 2016 les recettes réelles de fonctionnement ont augmentées de 8%. J'aime bien les pourcentages, c'est parlant, et dans le même temps les dépenses ont diminué de 1.3%. L'autofinancement fait un bon de 180%, arrêtez-moi si je bondis trop haut et l'endettement par habitant diminue de 61.4%. Tout cela est bien mais suivant les prescriptions de la Chambre Régionale des Comptes je n'avais pas assez de précisions sur les ressources humaines, le parc automobile, vous avez répondu par avance à toutes ces questions et les questions de Monsieur Roux ont permis d'aller un peu plus au fond des choses et je vous en remercie.

**Jean-Yves CHAPELET :** Avant de mettre au vote, je voulais rappeler deux choses. Avant que cette réponse soit transmise à la Chambre Régionale des Comptes, je voulais vous remercier tous et toutes de votre participation à ce débat, remercier tous les élus et tous les services. Ce que j'ai dit tout à l'heure est peut-être passé d'une façon anodine, c'est-à-dire que lorsque nous avons reçu le rapport les services et les élus en charge ont mis en place un plan d'actions, c'est-à-dire qu'on a détaillé ligne par ligne et on a essayé de voir comment on pouvait y répondre. Je voulais déjà remercier tout le travail et je prie Madame la DGS de transmettre nos remerciements à vos services parce qu'il y a eu un vrai travail de fond. Je ne suis pas rancunier mais j'ai de la mémoire et je le dis avec toute l'amitié qui peut me caractériser, il fut une époque lorsque la Chambre Régionale des Comptes était venue où tout le monde hurlait avec les loups en disant que nous allions être sous tutelle que les choses allaient mal, où on faisait n'importe quoi, que le rapport de la Chambre Régionale des Comptes était soit disant explosif. Aujourd'hui, je me dois de

rendre la vérité et je pense qu'elle est importante. La situation financière de la commune est transparente. Les chiffres ce n'est pas moi qui les rédige, ils viennent de la DGFIP. Sur les 8 recommandations de la Chambre Régionale des Comptes, deux ans après, nous pouvons apporter, même s'il manque quelques chiffres, des actions, apporter des améliorations. donc hurler avec les loups ne sert pas à grand chose, il faut être constructif, nous sommes une équipe aux affaires, nous sommes une équipe sérieuse, nous sommes des gens sérieux et ce qui nous importe aujourd'hui plus que tout, plus que de se répandre et de faire de la mauvaise presse c'est « le mieux être dans cette commune » et c'est ce qui se traduit aujourd'hui à travers ce que je vous propose dans ce rapport de la Chambre Régionale des Comptes. Je vous remercie et nous prenons acte du rapport.

Question n° : **03**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Garantie d'emprunt à HABITAT DU GARD pour la construction de 6 logements - Résidence La Convivialité.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La Société Habitat du Gard réalise la construction de 6 logements Résidence La Convivialité à Bagnols-sur-Cèze.

Pour financer ce projet la Société Habitat du Gard peut contracter un prêt d'un montant total de 641.428 € constitué de 2 lignes décrites ci-dessous, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- prêt locatif à usage social (PLUS) de : 581.735 €
- prêt locatif à usage social et foncier (PLUS foncier) de : 59.693 €

Les taux proposés sont indexés sur le taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat, + 0,60%.

Il est proposé de garantir ce prêt à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Claude ROUX :** Mon intervention portera sur les questions 3 et 4. Pourriez-vous nous dire la part de logements sociaux sur la ville de Bagnols ? Et deuxièmement, est-ce que les bailleurs sociaux, au lieu de faire du neuf, ne pourraient pas faire de la rénovation intra-muros à la place et de laisser les *dents creuses* en intra-muros ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais me faire un plaisir, ce n'est pas possible vous le faites exprès. Le pourcentage des logements sociaux aujourd'hui est à environ 31-32%.

Je répète la politique de la commune c'est de faire baisser ce taux mais non pas de faire baisser le taux en nombre de logements mais de faire baisser le taux en augmentant le dénominateur. Je m'explique, un pourcentage c'est un numérateur, un dénominateur, si vous augmentez en bas, en haut le résultat du pourcentage diminue. C'est aujourd'hui notre politique. Pourquoi je vous dis ça ? Décidément je vais encore nous féliciter mais il s'avère que mardi dernier j'étais à Carcassonne où je suis allé faire un grand oral devant la Commission Régionale de l'Habitat. Ce grand oral portait à ce que Bagnols soit éligible à la loi Pinel. Qu'est-ce que la loi Pinel ? Ce sont des logements privés sur lesquels vous investissez et les gens qui investissent peuvent défiscaliser ce qui vous permet de construire des logements qui ne sont pas aidés ni des pavillons. Entre autres, dans ce secteur-là vous trouvez le logement

étudiant, le logement individuel, le logement à destination des personnes âgées, je n'ai pas dit des EHPAD donc aujourd'hui nous étions exclus de ce dispositif. Ce dispositif est hyper important parce que si l'on arrive à développer ce produit sur la commune c'est le dénominateur qui va augmenter. On va garder le même nombre de logements sociaux par contre on va augmenter le nombre de logements. Je rappelle, c'est ce que nous faisons depuis quelques années, on y reviendra tout à l'heure sur le budget supplémentaire, vous verrez comment cela se traduit dans la réalité.

Aujourd'hui, nous avons reçu un mail ainsi qu'une confirmation de la préfecture de région comme quoi nous allions être éligibles. C'est important parce que cela veut dire qu'on va être capable de proposer des logements avec une certaine typologie. Ce qui me fait mal au cœur c'est que les gens aujourd'hui qui veulent défiscaliser sont obligés d'aller acheter un logement à Montpellier, à Marseille, à Lyon alors que nous localement nous avons cette capacité à investir. Sur les logements, sur la reconstruction, il ne vous a pas échappés, on en parle depuis maintenant longtemps, que nous sommes en zone ANRU et je pense que Mme Isnard pourra vous en parler plus longtemps que moi. Aujourd'hui, avec Habitat du Gard, nous sommes dans une réflexion sur la rénovation urbaine de ces quartiers. Mme Isnard, c'est combien le montant ?

**Murielle ISNARD :** Un peu plus de 300.000 €. Pour l'instant nous n'en sommes qu'à la phase de projets, on vous l'avait présentée il y a un an à peu près à cette époque. Ce sont les études et aussi la collaboration avec les habitants qui vont nous faire décider sur les investissements.

**Jean-Yves CHAPELET :** Un investissement qui sera conséquent derrière. Donc nous sommes dans cette phase là. Pour en finir avec le but de votre question, le centre-ville. Je rappelle toutes les opérations de cessions immobilières que nous avons faites, je pense que si vous allez dans les quartiers ouest ils ne ressemblent plus beaucoup à ce que nous avons hérité en 2008. Derrière, vous avez encore une délibération pour laquelle il faut que l'on se prononce pour vendre une ruine à un particulier. Le centre-ville aujourd'hui, n'est pas éligible aux quartiers Politique de la ville mais ce n'est pas pour cela que nous l'oublions. Il faut avoir une politique volontariste et la politique volontariste c'est de préempter tout ce que l'on appelle des biens vacants sans maître. Je vous embête régulièrement au sein du Conseil Municipal là-dessus et surtout de redonner la main au privé, à chaque personne qui veut investir.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'ai une question simple. Quand vous contractez un prêt pour la commune, qui garantit votre prêt ? Est-ce que votre prêt est garanti ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Il s'agit des prêts d'Habitat du Gard que nous garantissons. Lorsque la commune empreinte nous sommes nos propres assureurs.

**Jean-Pierre NAVARRO :** On se débrouille tous seuls.

**Jean-Yves CHAPELET :** Bien sûr. Quand vous gérez la commune il faut vous habituer à cela.



**Jean-Pierre NAVARRO :** Je peux continuer ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Allez-y.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je veux intervenir sur ces deux questions qui sont absolument identiques. Le total des emprunts que vous garantissez, actuellement on ne peut pas donner un chiffre exact parce qu'il évolue mois par mois, il est en gros, de 28 millions d'euros, c'est ça Mme la DGS ? Et vous ne disposez d'aucune réserve permettant de faire face en cas de problème.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il est à 2.787.000 aujourd'hui.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je me suis trompé de page ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Voilà.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Vous n'avez pas de provisions pour risques ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Vous ne m'avez pas écouté tout à l'heure dans les provisions.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Mais vous avez pris une provision, j'ai vu sur le débat d'orientations budgétaires...

**Jean-Yves CHAPELET :** Le budget supplémentaire. On commence à provisionner.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Vous avez provisionné c'est très bien mais moi je ne m'y retrouve pas et puis j'ai peur. Je pense que nous n'avons aucun intérêt à augmenter constamment ces risques dans la situation actuelle.

La société en question dispose d'une trésorerie bien meilleure que la nôtre et son action n'a rien de philanthropique. Dans la délibération page 5, le 2<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 2 est particulièrement inquiétant, je le lis à chaque fois. C'est-à-dire que s'il y a défaillance on est obligé d'assumer sans moyens ou avec peu de moyens.

Quant à l'article 3 je ne vois pas du tout comment nous pourrions y faire face.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vais vous reprendre parce que j'aime les raccourcis mais quelque fois, ils ne font pas transparaître la vérité. Je vous le dis, les bailleurs sociaux sont des philanthropes. Que vous le vouliez ou que vous ne le vouliez pas ils ont pour destination, la construction de logements sociaux, ils ne font pas de bénéfices. A Habitat du Gard, pour ne pas le citer, je siège au Conseil d'Administration, les élus ne sont pas rémunérés. Le fonctionnement du service se fait sur ses fonds propres, ils investissent, comme j'ai pu le dire tout à l'heure, à partir du taux du livret A. Si vous pensez que les sociétés, Habitat du Gard, Logis Cévennol, un Toit pour Tous, SFHE sont des sociétés privées qui cherchent à faire des bénéfices, ôtez-vous cette idée, ce n'est pas vrai. Le fonctionnement fait que ce sont des philanthropes, ce ne sont certainement pas des sociétés privées qui sont là pour faire des bénéfices.

Sur le remboursement, comme a pu me le souffler Mme Delaunay, nous sommes aujourd'hui à une couverture de 2.8 millions, alors quand vous dites que l'on augmente, on n'augmente plus. Je rappelle que depuis la création de l'Agglomération et la prise de compétence nous ne garantissons plus que 50%. Il fut une époque où nous garantissons la totalité donc contrairement à ce que vous dites nous sommes en phase de démission au sein de la commune parce que l'Agglomération vient aussi sur cette couverture d'emprunt. Et puis sur les 2.8 millions, je vous rappelle ce que je disais tout à l'heure, couvrir 2.8 millions je pense que la commune est largement en capacité de couvrir cette dette.

**Christian ROUX :** Je voudrais juste repréciser par rapport à ce qui a été dit, en ce qui concerne mon groupe on est complètement solidaire de l'équipe municipale. Par rapport à cette garantie d'emprunt je crois qu'il est important de renouveler le parc immobilier social et donc de ce fait nous sommes complètement solidaires sur votre action de garantie.

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P Navarro).

**La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **04**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Garantie d'emprunt à HABITAT DU GARD pour la construction de 25 logements - Résidence La Quiétude.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Société Habitat du Gard réalise la construction de 25 logements Résidence La Quiétude à Bagnols-sur-Cèze.

Pour financer ce projet la Société Habitat du Gard peut contracter un prêt d'un montant total de 2.621.752 € constitué de 4 lignes décrites ci-dessous, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- prêt locatif à usage social (PLUS) de :	1.855.671 €
- prêt locatif à usage social et foncier (PLUS foncier) de :	185.574 €
- prêt locatif aidé d'insertion (PLAI) de :	521.454 €
- prêt locatif aidé d'insertion (PLAI foncier) de :	59.053 €

Les taux proposés sont indexés sur les taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat, + 0,60% pour les prêts PLUS et – 0,20% pour les prêts PLAI.

Il est proposé de garantir ce prêt à hauteur de 50%.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Même principe. Il y a 4 prêts. La partie caution est de 50% et il sera proposé les autres 50% à l'Agglomération du Gard Rhodanien.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P NAVARRO)

**La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **05**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **S.F.H.E - Réaménagement d'une garantie d'emprunt.**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Société Française des Habitations Economiques (SFHE) a accepté le réaménagement de son emprunt n° 1264154 (emprunt déjà réaménagé en 2012 concernant l'acquisition de 91 logements « Les Valadiers » et 60 logements « Les Mirabelles » objet de la délibération n° 077/2012) contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et garanti par la commune à hauteur de 50%.

Les modifications des caractéristiques financières du prêt initial sont les suivantes :

- Durée résiduelle à date de valeur
- Profil d'amortissement
- Index et marge sur l'index
- Modalité de révision
- Date et périodicité des échéances
- Condition de remboursement anticipé

La Caisse des Dépôts et Consignations demande au garant de délibérer sur ces nouvelles caractéristiques financières découlant du réaménagement.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** J'espère Monsieur Navarro que vous voterez pour parce qu'il s'agit en l'occurrence d'un réaménagement d'une garantie d'emprunt. SFHE fait comme la Mairie de Bagnols, elle est en train de renégocier ses emprunts, Donc, nous allons, pour le coup, avoir moins de garantie d'emprunt à couvrir.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **06**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Garantie d'emprunt à RIPOSTE pour une mutualisation des locaux CAARUD/SAOA.**

**1/Note synthétique de présentation :**

L'association RIPOSTE envisage un changement de locaux pour deux de leurs activités : le Service d'Accueil d'Orientation et d'Accompagnement (SAOA) et le Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Usagers de Drogues (CAARUD)

Pour financer ce projet, l'association RIPOSTE doit contracter auprès de la Caisse d'Épargne un emprunt de 180.000 €.

La réglementation en vigueur nous le permettant, nous proposons de garantir ce prêt à hauteur de 100 %.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je veux juste pendant qu'il m'est donné de le faire, saluer le travail de RIPOSTE. Je les ai reçus très récemment avec Monsieur Rieu, ce sont des gens qui aujourd'hui sont sur une dynamique importante, ils font un travail sur le terrain qui vraiment porte ses fruits. Je suis admiratif du travail qui est fait dans cette association.

Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n°6 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **07**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Budget supplémentaire 2017.**

### **1/ Note synthétique de présentation :**

Le budget primitif 2017 a été voté en janvier 2017 alors que les comptes de l'exercice 2016 n'étaient pas clôturés.

L'approbation d'un budget supplémentaire est donc nécessaire afin d'effectuer :

- la reprise des résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent
  - *résultat de la section de fonctionnement après affectation,*
  - *résultat de la section d'investissement*
- les reports en section d'investissement des dépenses et des recettes engagées lors de l'exercice précédent mais non réalisées
- un rééquilibrage de certaines lignes budgétaires du budget de l'exercice 2017.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est le premier budget supplémentaire de l'année. Je vais essayer de vous le commenter simplement.

Si vous regardez **la partie fonctionnement**, elle est principalement constituée de l'excédent du compte administratif 2016 qui s'établissait à 596.332 € et si vous regardez bien cette somme, comme Monsieur le Maire s'était engagé à le faire, elle est quasiment reportée à l'euro près en autofinancement. C'est-à-dire que ce que nous avons voté au budget primitif 2017, vient s'agrémenter de cette somme là donc nous augmentons notre autofinancement.

Après je ne vais pas vous le faire dans le détail, si vous regardez toutes les recettes supplémentaires que sont les impositions directes, les compensations TP, FB, FNB, TH, la DSU, la dotation nationale de péréquation, la DGF, la DCTP Agglo et la DSC Agglo, je rappelle qu'elle a été mise en œuvre cette année grâce au vote du Conseil Communautaire.

Lorsque vous voyez que le delta est de 60 000 €, je vais dire que lorsque nous avons écrit les recettes du budget 2017, nous nous sommes peu trompés. 60 000 € sur 15 ou 16 millions d'euros vous m'excuserez du peu, je pense que vu les temps que l'on vit en ce moment, on s'est peu trompé. Je voulais remercier les services et vous dire que nos projections budgétaires ne sont pas insincères. Les comptes administratifs successifs nous le montrent. Sur ces 60 000 € supplémentaires, nous avons provisionné l'histoire du centre Schweitzer, nous l'avons mis au budget, nous avons

intégré les recettes au budget, aujourd'hui nous les mettons en provision pour nous couvrir au cas où le jugement nous serait défavorable mais je ne pense pas.

Notre total de la section fonctionnement s'établit à 655.820 € en dépenses et en recettes.

Sur la **partie investissement** qui se monte à 595.820 €, nous avons la taxe d'aménagement. Sur la taxe d'aménagement nous avons budgété 170.000 € qui sont à peu près ce que nous budgétisons par an et cette année il nous a été signifié que nous avons 244.700 € soit 74.700 € de plus. Ce n'est pas moi qui édite les chiffres, c'est la DGFIP et c'est proportionnel au nombre de permis de construire que nous accordons sur la commune. Quand on me dit que Bagnols n'est pas attractif, je veux bien entendre tout ce que l'on veut mais la réalité des chiffres est là. Les amendes de police et les fonds de concours de l'Agglo ont diminué de 103.670 € mais en fin de compte ils sont rattrapés par la DSC de l'Agglo, c'est-à-dire que les fonds de concours diminuent mais on rentre les mêmes sommes dans les fonctionnements pour toutes les communes de l'Agglomération.

Sur l'emprunt, nous avons décidé que la partie de l'autofinancement supplémentaire allait nous permettre aussi de diminuer, nous avons équilibré notre budget avec un emprunt de 800.000 € qui n'était déjà pas élevé et donc nous avons décidé de mettre 200.000 € pour encore diminuer cet emprunt, cette année nous avons un chiffre objectif d'emprunt à 600 000 €. Nous avons reçu les banques, aujourd'hui elles sont prêtes, nous les débloquerons si nous en avons besoin donc il se peut que le chiffre d'arrivée, à la fin du budget, soit encore inférieur à celui-là.

Les travaux de l'église, ce n'est pas de notre fait, vous savez que l'on a un contentieux, vous le verrez dans les décisions du maire, avec une entreprise qui n'est pas d'accord sur la façon dont a été attribué le marché et qui fait un recours. C'est dans les mains de la justice donc nous ne pouvons pas avancer tant que ce litige n'est pas réglé. De ce fait, le chantier prend non pas du retard mais on est obligé de décaler certains travaux. A la fin du Conseil Municipal, Mme BAYLE Monique vous en parlera plus précisément. Donc on reporte les dépenses et les recettes en même temps. Les équipements tous secteurs restent inchangés. Notre total sur la section d'investissement s'établit à -114.500 € en dépenses et en recettes.

Budget eau et Assainissement, rien de neuf sous le soleil, ce sont juste les reports que nous faisons comme chaque année.

**Claude ROUX :** Juste un petit renseignement. La compensation TH il y a 235.000 € d'écart, qu'est-ce que c'est cette compensation ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Les 235.000 € en plus, ce n'est pas en moins, là c'est en plus. C'est le mode de calcul qui a un peu évolué, c'est un effet mécanique.

**Claudine PRAT :** La bonne tenue du budget on l'a reconnaît par contre on remarque quand même que l'augmentation des recettes de fonctionnement est justement due à ces compensations de TH et à la DSU qui sont quand même des symptômes, comme d'habitude vous allez dire, on est quand même un petit peu sous perfusion des compensations.

**Jean-Yves CHAPELET :** Sincèrement vous me faites plaisir. La DSU je n'y peux rien, je ne vais pas y revenir. La DSU vous pouvez la regretter, la commune c'est la

commune. Ce qui est important encore une fois, c'est en fonction de notre commune qu'est-ce que l'on est capable de faire ? Et comment l'Etat répond à nos besoins. Aujourd'hui l'Etat répond à nos besoins, il nous compense par une DSU, l'Etat reconnaît la péréquation sur ce territoire. Tout à l'heure, je vous ai parlé de la loi Pinel, la loi Pinel s'appuie sur une chose, sur le fait que l'on a une capacité d'investissements. Je pourrais vous dire exactement la chose inverse, c'est-à-dire aujourd'hui on est éligible en zone 2B parce que la Commission Régionale de l'Habitat reconnaît que nous avons une commune où le pouvoir d'investissement est fort donc il faut arrêter avec cette image de DSU, la DSU c'est juste un outil financier pour qu'il y ait une péréquation mais ce n'est pas un système d'appauvrissement, c'est juste une péréquation. Alors si vous ne voulez pas de DSU il faut habiter Villeneuve, vous avez du logement social à zéro mais ce n'est pas notre structure. Ce qui est important c'est ce que nous faisons, comment nous gérons la commune et comment l'Etat reconnaît la façon dont nous gérons la commune.

**Claudine PRAT :** Ce n'est pas du tout une critique liée à notre commune, pour moi c'est un symptôme, c'est une constatation simplement.

**Jean-Yves CHAPELET :** Sincèrement, je suis plutôt fier de ce qui se passe c'est-à-dire que notre DSU aujourd'hui augmente, ce qui veut dire que l'Etat reconnaît que nous sommes une ville centre, que nous sommes une ville où la péréquation est nécessaire, c'est quelque chose qui est valorisant pour la commune. Il ne faut pas le présenter comme quelque chose qui nous appauvrit alors que c'est l'inverse.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Si vous me permettez de dire un mot concernant cette sacro-sainte péréquation que vous évoquez à l'instant. J'avais dit en son temps, c'est une décision qui pénalise les villes qui travaillent bien au profit de celles qui travaillent moins bien. Voilà mon idée là-dessus. Vous êtes fier que l'on vous pique du pognon ? D'après ce que vous dites, vous êtes fier que l'on soit obligé de payer.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je suis fier de la façon dont l'Etat reconnaît ce que nous sommes.

**Jean-Pierre NAVARRO :** L'Etat reconnaît ce que nous sommes, ce que vous êtes en vous pénalisant.

**Jean-Yves CHAPELET :** Pas du tout. Sincèrement relisez vos notes.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je m'excuse, c'est vous qui m'avez donné la parole.

**Jean-Yves CHAPELET :** Mais dire des choses fausses c'est un petit peu différent.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Il faut les dire pour les démentir quelque fois.

**Jean-Yves CHAPELET :** Exactement.



**Christian ROUX :** Pouvons-nous voter les budgets séparément en sachant que comme l'on a voté contre le budget primitif on votera contre le budget supplémentaire.

**Jean-Yves CHAPELET :** Pas de soucis. Je le mets le budget supplémentaire au vote.

**Budget principal :** Y-a-t-il des votes contre ? **7 oppositions** (S. ROUQUAIROL procuration à Y. ORTIZ, C. PRAT, C. ROUX, Y. ORTIZ, Cl. ROUX, A.M AYMERIC, M. AYMERIC procuration à A.M AYMERIC) Des abstentions ? **1 abstention** (J-P NAVARRO)

Le budget supplémentaire est adopté à **la majorité**.

**Budget assainissement :** Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget supplémentaire assainissement est adopté à **l'unanimité**.

**Budget eau :** Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget supplémentaire eau est adopté à **l'unanimité**.

**Budget de la caisse des écoles :** Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget supplémentaire de la caisse des écoles est adopté à **l'unanimité**.

Question n° : **08**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Plan Pluriannuel d'Investissement 2018-2022.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La mise en place d'un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI), comme tout outil de gestion prévisionnelle, permettra à la Ville de se donner une vision prospective et synthétique de ses engagements en matière d'investissement pour les 5 années à venir.

Le cabinet Local Nova qui nous a accompagnés dans la mise en place de ce PPI, a proposé plusieurs prospectives budgétaires et a démontré que les efforts de gestion consentis en 2015 et 2016 doivent être poursuivis dans les années à venir pour arriver à dégager des marges de manœuvre en investissement.

Ainsi, sur la base du Compte administratif 2016, en application des coefficients d'actualisation raisonnables sur les charges, notamment en matière de personnel, et avec des prévisions prudentielles sur les produits, il est possible de dégager un volume d'environ 20 millions d'euros. C'est sur cette base qu'il est proposé aujourd'hui un plan pluriannuel d'investissement qui se veut à la fois une liste très détaillée sur des chantiers nécessaires recensés par les services mais également un certain nombre de projets structurants notamment sur les équipements sportifs, culturels ou éducatifs.

Ce PPI est une image arrêtée à ce jour mais est appelé à être modifié au fil du temps.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** On prend acte, ce n'est pas un vote, c'est une présentation.

Monsieur le Maire l'a présenté en commission donc je vais essayer d'être un peu plus bref que lui.

Il se déroule en deux phases. Une 1<sup>ère</sup> phase qui a été une relecture un peu de nos programmes de 2014, pour voir ce qui pouvait être mis en musique, ce qu'on avait oublié, ce qu'on avait renforcé, ce qui fallait que l'on mette en exergue ou pas. En terme clair, nous avons fait un 1<sup>er</sup> bilan sur notre programme. La 2<sup>ème</sup> phase, chacun a travaillé dans son coin, chaque élu avec ses services qui eux sont arrivés avec des propositions très concrètes comme la toiture qui fuit, la voirie défailante, etc., avec du technique et on a mélangé les deux. Ce mélange de vision politique et technique, nous donne une vision qui doit nous emmener jusqu'en 2022. Voilà pour le travail sur

l'investissement. Ce qui a été très important c'est le travail sur le fonctionnement. Pourquoi n'a-t-on pas écrit un PPI avant ? Parce que lorsque vous n'avez pas de marge de manœuvre c'est un peu compliqué. Nous nous étions engagés auprès de la Préfecture que lorsque nous arriverions à retrouver des marges de manœuvre nous partirions sur l'écriture du PPI. Aujourd'hui, ce qu'il faut comprendre c'est que si nous restons dans le même niveau de fonctionnement c'est-à-dire avec un fonctionnement rigoureux, si nous ne dérapons pas, il ne faudra pas dérapier, nous avons une capacité d'investissement aux alentours de 20 millions d'euros jusqu'en 2022. Ces 5 millions d'euros, il a fallu les faire coller entre ce qui est du domaine du rêve, ce que j'appelle l'investissement, planifier et puis les faire rentrer dans les contraintes financières tout en continuant à nous désendetter, tout en continuant à avoir un compte administratif le plus juste possible, tout en ayant un autofinancement si situant à environ 3.2 millions et tout en ayant la volonté de ne pas faire envoler l'emprunt sur les dernières années. Je ne vais pas rappeler ce qui s'est passé avant 2008 où les emprunts se sont envolés les 2 dernières années. C'est la raison pour laquelle ce PPI est écrit jusqu'en 2022. Quoiqu'il se passe en 2020 l'investissement sera le même jusqu'en 2022. C'est pour éviter cet effet d'envol juste avant une élection qui court sur 5 ans. En plus sur 5 ans, ce sont des périodes raisonnables pour mener des projets, je pense que maintenant nous avons tous l'expérience dans cette assemblée pour savoir qu'entre le moment où on débute un projet et le moment où le on réalise, cela varie entre 3 et 5 ans. Aujourd'hui, nous vous présentons ce PPI tel qu'il est fait, il est juste, nous allons en discuter mais demain il sera faux. Pourquoi ? Parce que tout simplement on va se confronter à la réalité, un toit qui fuit, il va falloir le réparer, une route qui est détruite par une intempérie il va falloir la réparer donc un PPI n'est pas un élément figé, c'est un document qui évolue. Ce que je vous propose c'est que tous les ans jusqu'en 2020 on vous refasse une présentation révisée du PPI. Ce qui est important c'est d'avoir de la visibilité, de savoir où on se projette, quelles sont nos capacités d'investissement, quelles sont nos capacités de réalisation et d'avoir une vision en permanence. Je ne vous cache pas que ce PPI est avant tout un instrument politique, mais de la politique dans le sens noble du terme, c'est-à-dire qu'il y a derrière écrit des volontés politiques fortes, l'éducation, les solidarités, la sécurité, nos priorités qui sont celles que nous avons mis en exergue lors de notre élection en 2014. Le PPI ne suffit pas à gérer la commune parce que derrière il y a des hommes, il y a des femmes, il y a des actions qui n'ont rien à voir avec le côté investissement mais qui continuent à être portées par l'équipe.

**Christian ROUX :** Merci pour cette présentation, encore une fois je trouve très bien de pouvoir planifier un petit peu les travaux d'investissement à venir. C'est une première et c'est bien, ça donne de la visibilité. Après comme vous l'avez dit, il peut y avoir de l'imprévu, certainement qu'il y en aura et c'est important justement de pouvoir en parler. Je voudrais noter le travail des services qui a participé activement, à son élaboration. Je globalise, après, je dirai, sur le fond vous présentez cela comme investissement mais il y a beaucoup d'entretien et après je trouve qu'il manque un petit peu de projets structurants. Le point un petit peu particulier sur lequel j'ai envie de vous interpeller c'est sur les travaux de la pyramide. Est-ce que vous avez suffisamment poussé la réflexion, est-ce qu'il est pertinent de rénover la pyramide ? Est-ce qu'il ne serait pas plus pertinent de travailler sur un nouveau

projet plutôt multimodal qui me semblerait plus en lien avec le projet de musée, etc. C'est une idée que je lance mais je n'ai pas tous les tenants et les aboutissants.

**Ghislaine COURBEY :** Cela fait déjà plusieurs mois pour ne pas dire plusieurs années que l'on réfléchit sur le sujet. La construction d'une nouvelle salle pour les spectacles et autres, c'est environ 1.5 millions d'euros. Si nous optons pour la restauration on enlèverait, comme dit Jean-Yves, le toit de la pyramide, donc la réfection c'est environ 100 000 € et refaire la salle c'est environ 1 million d'euros. La dernière décision qui a été prise après mûre réflexion parce qu'il faut tenir compte de l'impact de ces travaux sur la fermeture du bâtiment et l'arrêt des programmations pour à peu près un an et demi. Les travaux on sait quand ils commencent mais on ne sait jamais trop quand ils finissent et comme on dit « on ne fait pas du neuf avec du vieux ». Après concertation nous avons décidé de commencer par réparer la toiture après on décidera si on refait là ou si on refait ailleurs ? Mais il ne faut pas faire dans l'urgence parce que c'est quand même l'argent du contribuable et il faut un peu plus de réflexion.

**Christian ROUX :** Sauf que si vous faites une nouvelle salle vous avez droit à des subventions alors que si faites des travaux il n'y a pas de subventions.

**Jean-Yves CHAPELET :** La Pyramide est un élément essentiel de vie de la commune. Elle est connue de tous que l'on soit de Bagnols ou des environs. Je vous parlais tout à l'heure de l'ANRU, de la rénovation urbaine, nous avons la chance en pleine zone d'avoir un centre culturel, d'avoir une piscine, d'avoir un stade de foot, d'avoir une crèche, d'avoir une école donc il est important que ce centre de vie ne disparaisse pas de ce quartier. Reconstruire ailleurs pourquoi pas ? Mais ce n'est pas à l'échelon communal que ça va se décider. Cette réflexion doit être à l'échelle de l'Agglo. La 2<sup>ème</sup> chose, pourquoi nous orientons-nous plutôt sur la rénovation ? Parce que le PPI aujourd'hui nous l'écrivons sur 20 millions d'euros sur 5 ans. Sur ces 20 millions d'euros sur 5 ans, si nous faisons le choix de construire une pyramide complète, c'est 3-4 millions environ. Ce qui veut dire que derrière, on va enlever d'autres actions si on ne veut pas s'endetter donc c'est ce choix-là qui a été fait. Aujourd'hui, techniquement deux études ont été faites, une 1<sup>ère</sup> étude qu'on appelle un planificateur, souvenez-vous on en a parlé pour le nouvel EHPAD. Le planificateur, il raisonne comme vous Mme Prat, prix au m<sup>2</sup>, tant de m<sup>2</sup>, la rénovation c'est tant de milliers d'euros au m<sup>2</sup>, vous avez tant, voilà comment il fonctionne. 3<sup>ème</sup> chose, c'est, je dirai, l'impossibilité de faire ce que l'on veut faire. Je m'explique si on veut construire un toit qui fasse 10 m<sup>2</sup>, des gradins qui montent à 50 mètres, vous avez des impossibilités techniques et donc on a une 1<sup>ère</sup> étude qui est une étude très succincte, je le concède, mais qui a été entre ce que l'on peut faire et ce que l'on ne peut pas faire. Si vous regardez la planification, on se laisse du temps parce que ce qu'il ne faut pas oublier que cette pyramide, aujourd'hui, elle est occupée et que rénover quelque chose c'est bien mais faut-il faire un petit peu de concertation avant. Dernier point concernant l'aspect financier, comme Monsieur Roux vient de le dire, il nous faut aller chercher le maximum de subventions, que ce soit dans le domaine de la culture, dans le domaine de l'isolation thermique, dans le domaine des nouvelles énergies et là je compte énormément sur notre conseillère régionale. J'espère que le Conseil Départemental sera au rendez-vous. C'est dommage que

Monsieur. Pissas ne soit plus en campagne électorale parce que j'aurai adoré lui demander qu'il ne nous oublie pas comme il le fait d'habitude, j'aurai adoré qu'il vienne, qu'il prenne le message et vienne participer aussi à ce chantier. On verra bien, les données politiques ont changé donc j'espère qu'on pourra avoir quelques subventions, quelques subsides sur ce dossier-là. Et puis, il va falloir que les services et les élus commencent à réfléchir parce les travaux c'est 24 mois, donc il faut pas rêver, peut-être à une mutualisation sur l'Agglomération, peut-être voir comment on peut adapter les salles pour faire des petits spectacles, des grands spectacles, des moyens spectacles. Bref, tout un travail d'analyse va commencer.

**Ghislaine COURBEY :** Une petite précision. Claude tu demandais si c'était très fréquenté ? On n'est pas loin de 30.000 personnes, alors les mêmes, pas les mêmes, au niveau de la fréquentation sur une année. Ce ne sont pas seulement les spectacles, ce sont toutes les écoles de danse, autres écoles, c'est énorme. C'est à peu près le même nombre de passages qu'à la médiathèque. C'est un élément important et c'est pour cette raison qu'il y a une grosse réflexion à avoir. Parce que si on fait des travaux et que tout est en arrêt pour 2 ans, les associations qui gravitent dans les salles autour il va falloir recaser, avertir les écoles et toutes les associations qui font leur gala. Il n'y a pas seulement les travaux de la pyramide, il y a tout ce qui va autour.

**Monique BAYLE :** Si vous le permettez, je voulais rajouter simplement au niveau technique que des études ont été faites mais la pyramide n'est pas réparable en l'état parce qu'elle n'a pas été conçue, on devait mettre des bacs acier dessus pour l'isolation mais elle ne supportera pas donc c'est la raison pour laquelle on se dirige vers un projet beaucoup plus général et important.

**Claude ROUX :** Vous avez fait un travail qui est quand même remarquable et enfin, je dirai, de la visibilité pour les années à venir sur les infrastructures de la ville que ce soit en neuf ou en rénovation. Je voulais vous proposer au vu de l'importance de ce travail de retirer la question pour en faire, comme le DOB, un Conseil spécifique. Je vous prends aux mots pour l'année prochaine de faire un Conseil Municipal que pour ça. Je l'ai lu, c'est très intéressant, sur le fond il n'y a rien à dire, sur la forme il aurait peut-être été intéressant de fléchées certaines priorités d'être fléchées. Pour faire un peu d'actualité, sur l'accessibilité, je n'ai pas trouvé trace d'un ascenseur en Mairie. Vous mentionnez 4 200 000 euros pour une école, c'est une nouvelle ou c'est pour remplacer l'école Jules Ferry ? Nous sommes dans un épisode de fortes chaleurs, il serait peut-être intéressant de penser à la climatisation pour les écoles maternelles et primaires de la ville. Est-ce qu'aujourd'hui, vous êtes en capacité d'estimer le montant des subventions à venir sur ces projets ? Et après une dernière question, allez-vous favoriser les entreprises locales ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je réponds à tout cela. Sur les priorités, elles y sont les priorités. Comme j'ai pu le dire tout à l'heure, elles sont de façon cachée c'est-à-dire regardez les dates de planification. C'est-à-dire qu'il faut, pour connaître nos priorités dans ce tableau Excell, on peut en faire un document plus politique, il faut croiser les lignes avec la planification. Mais, nos priorités restent les mêmes, c'est à dire l'éducation, les solidarités et la sécurité. Après, pour l'ascenseur, vous allez le

retrouver dans le programme sur une ligne qui s'appelle Ad'Ap et dans l'Ad'Ap vous avez une somme qui revient derrière et dans cette somme vous avez l'ascenseur, vous avez les aménagements pour les accueils, les aménagements pour l'accès aux services publics. Sur la nouvelle école, M. Poutier pourrait vous en parler mieux que moi. Ce que je peux vous dire c'est que Monsieur Poutier mène un groupe de travail avec les enseignants, les élus, les parents d'élèves sur une réflexion autour de tout ça. En écrivant le PPI, on s'aperçoit qu'en termes de priorités politiques, c'est une chose importante donc on travaille dessus et la faisabilité si vous regardez on l'a amenée jusqu'en 2021-2022 parce que 4 millions d'euros ça nous tombe tout de suite. Sur la climatisation des écoles, je sais que c'est quelque chose d'intéressant sauf que l'on est en train de construire un EHPAD, quelques multi-accueils ont été construits par l'agglomération, on parle plutôt de refroidissement mais pas de climatisation. Je vous garantis que les coûts ne sont pas les mêmes. Ce que j'ai oublié de dire c'est que là on vous a présenté les choses de façon lisible mais derrière on a un logiciel qui répartit fiche par fiche. Sur ces fiches, vous avez la dépense, vous avez les subventions. La planification consiste à tenir à jour ces fiches, c'est pour cela que je vous dis que c'est un document qui va être maintenu à jour en permanence et c'est en fonction de l'avancement dans le temps que ces fiches se complèteront et que toutes ces subventions vont rentrer. Sachez que les subventions sont déjà prises en compte d'une façon générique à l'intérieur parce que dans les 20 millions d'euros qui sont rentrés, dans les recettes, dans le fonctionnement on a déjà rentré les subventions qui étaient associées. D'une façon générique, c'est-à-dire que l'on a pris le chiffre moyen des dernières années, on l'a répercuté sur les années à venir.

**Catherine EYSSERIC :** Le sujet est d'actualité puisque le Conseil Régional vient de voter un schéma sur les aides que la Région veut mettre en place pour favoriser l'aménagement du territoire et donc notamment les formes d'aide vers les communes. Donc le schéma a été voté, les dispositifs seront votés en CP très prochainement. Effectivement, il y a un certain nombre de projets que j'espère soutenir dans le cadre de cette politique d'aménagement du territoire que veut mener la Région sur un maillage équilibré de tout son territoire et pas que dans les métropoles. C'est une volonté politique très forte que tout le territoire puisse avoir un aménagement équilibré. Il y a certains projets déjà qui sont assez bien fléchés notamment sur des contractualisations déjà qui ont été signées donc finalement le début des années 2018-2019 rend la réalisation de ce qui a déjà commencé à être contractualisée et je pense que dans le nouveau format de contractualisation nous aurons encore à présenter de nouveaux projets Bagnolais donc c'est parfait.

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous allons prendre acte de ce PPI.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Je m'excuse, vous dites que l'on en prend acte, pourtant il est prévu une délibération ?

**Jean-Yves CHAPELET :** On en prend acte et par contre au prochain vote du BP 2018 on votera la planification.

**Jean-Pierre NAVARRO :** D'accord, je ne conteste pas le fait que vous ayez l'assurance d'être toujours là en 2022. De vous à moi, je partage fortement cette assurance mais ne le répétez pas s'il vous plait.

**Jean-Yves CHAPELET :** Ce qui est ici, reste ici, c'est juste retranscrit.

**Jean-Pierre NAVARRO :** En ce qui concerne la délibération, elle n'est pas du tout présentée dans le sens protocolaire. Vous me demandez de signer un chèque en blanc en quelque sorte.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je ne vous demande rien. Je vous demande juste d'en prendre acte.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Donc je prends acte et c'est très bien. Donc la délibération est retirée.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous remercie M. Navarro. J'ai fini, je vais me reposer un tout petit peu. Je m'excuse d'avoir un peu monopolisé la parole.

Question n° : **09**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
1 poste d'adjoint d'animation à temps complet	1 poste d'adjoint d'animation à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires	Décès Ajustement à la quotité du poste de travail
1 poste d'adjoint administratif à temps complet		Titularisation au grade de rédacteur d'un adjoint administratif
	1 poste d'attaché à temps complet	Nomination d'un agent à la promotion interne

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Emmanuelle CREPIEUX :** Lors de la commission il n'y avait eu que deux propositions, la 3<sup>ème</sup> s'est rajoutée puisque la CAP a eu lieu après la Commission et donc on a profité du Conseil, je pense que vous ne nous en tiendrez pas rigueur.

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **10**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Indemnités des élus : modification de l'indice brut terminal.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 porte modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation.

L'article 1 dudit décret précise que « les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 décembre 1982 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le barème de correspondance à retenir entre indices bruts et majorés et celui qui figure dans le tableau du décret du 23 décembre 1982.

Ainsi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, à l'indice brut 1022 correspond l'indice majoré 826 qui correspond à l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Une nouvelle modification de cet indice est prévue en janvier 2018 pour devenir l'indice brut 1028.

Il est proposé de fixer les indemnités d'élus en % par rapport à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, étant précisé que cette délibération déroge au principe de non-rétroactivité des actes administratifs posé par le Conseil d'État dans son arrêt n° 94511 selon lequel l'entrée des décisions administratives ne peut être antérieure à celle de leur transmission au représentant de l'État.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Mme Crépieux, je vous souhaite bon courage parce que vraiment vous vous débattiez, j'ai l'impression d'être un diable qui se débat dans un bénitier. Moi je n'y comprends rien à votre histoire. Ce que je voudrais savoir au final c'est ce que devient mon indemnité d'élus ? Elle reste toujours à 0 ?

**Claude ROUX :** Je vais un peu dans le même sens que M. Navarro, concrètement pour moi à combien se monte le point d'indice et concrètement quelles sont les rémunérations pour les divers élus que vous êtes ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Quand vous avez ce type de question très technique, posez-les en commission on se fera un plaisir de vous répondre. M. Navarro, les

indemnités d'élus dépendent de la délégation que vous donne Monsieur le Maire et donc du travail que vous fournissez. Je dirai juste pour être agréable que vous n'avez pas de délégations donc pas d'indemnités, la réponse est claire. Je répète parce que la pédagogie étant l'art de la répétition, il faut le faire donc il n'y a pas d'acte volontaire, c'est un point d'indice qui augmente et il augmente pour les fonctionnaires, il augmente pour les élus, il augmente pour tout le monde. La 2<sup>ème</sup> chose c'est que cette augmentation, c'est combien le point d'indice ? 4 €, autant vous dire que l'on pourra se payer tous une bière tranquillement quand on se rencontrera dans Bagnols. Je comprends l'émoi qu'il peut y avoir derrière mais en 2015 lorsque nous avons volontairement pour participer à l'effort d'économie, diminuer tous ensemble et à l'unanimité nos indemnités de 10%, j'eusse aimé qu'il y ait le même débat.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Juste un mot. Vous avez prononcé le mot « Commission » et bien depuis que je suis revenu à ce Conseil, Monsieur le Maire m'a dit un jour ne pas être arrivé par l'opération du Saint-Esprit, c'est exact ? J'ai remplacé Mme Annie Custillon qui faisait partie de la Commission, je l'ai appris tout à fait par hasard, de la Commission Urbanisme à laquelle je n'ai jamais été invitée et j'ai demandé à Monsieur le Maire de bien vouloir me rendre cette justice parce qu'il est beaucoup plus difficile pour moi de travailler tout seul à la maison. Est-ce que vous pouvez faire quelque chose dans ce sens pour que justice me soit rendue et que je puisse être invité à la Commission Urbanisme au moins ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Si vous me laissez terminer, je peux vous répondre. Je vais vous faire la même réponse que Monsieur le Maire. Nous sommes des républicains, nous nous appuyons sur ce que l'on doit faire et nous ne nous occupons pas des histoires internes.

Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P Navarro).

**La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **11**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Fixation des taux de promotion pour les avancements de grade.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La mise en œuvre du PPCR (Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations) a engendré des modifications dans les différents cadres d'emplois (suppression de grades, modifications des conditions d'accès à certains grades). En conséquence, il convient de modifier les taux de promotion de grade par tableau d'avancement comme suit (100% pour les grades pour lesquels des conditions particulières sont exigées, 50% pour tous les autres grades) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

#### **CATEGORIE A**

Grade d'avancement	Taux de promotion proposé en %
<u>Filière administrative :</u>	
Attaché principal	50
Attaché hors classe	100
<u>Filière technique</u>	
Ingénieur principal	50
<u>Filière médico-sociale</u>	
Infirmière en soins généraux classe supérieure	50
Infirmière en soins généraux hors classe	50
Cadre de santé 1 <sup>ère</sup> classe	50
Cadre supérieur de santé	50
Conseiller socio-Educatif	50
<u>Filière sportive</u>	
Conseiller des APS principal	50

#### **CATEGORIE B**

Grade d'avancement	Taux de promotion proposé en %
<u>Filière administrative :</u>	
Rédacteur principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe	100
<u>Filière technique</u>	
Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Technicien principal 1 <sup>ère</sup> classe	100
<u>Filière médico-sociale</u>	
Assistant Socio-éducatif principal	100
<u>Filière sportive</u>	

Educateur des APS principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Educateur des APS principal 1 <sup>ère</sup> classe	100
<u>Filière culturelle</u>	
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 1 <sup>ère</sup> classe	100
<u>Filière animation</u>	
Animateur principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Animateur principal 1 <sup>ère</sup> classe	100
<u>Filière police municipale</u>	
Chef de service police municipale principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Chef de service police municipale principal 1 <sup>ère</sup> classe	100

Pour la catégorie B, la réglementation applique un système de répartition entre les voies d'accès de l'examen professionnel et du choix (sans examen) définie comme suit :

« le nombre de promotion de l'une de ces deux voies ne peut être inférieur au quart du nombre total de promotion » (minimum par voie d'accès : ¼ de nominations compte-tenu du taux de promotion défini par la collectivité – avec arrondi à l'entier supérieur) – dérogation en cas d'une seule nomination.

### **CATEGORIE C**

Grade d'avancement	Taux de promotion proposé en %
<b><u>Catégorie C</u></b>	
<u>Filière administrative :</u>	
Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
<u>Filière technique</u>	
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
Agent de maîtrise principal	50
<u>Filière médico-sociale</u>	
ASEM principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
Auxiliaire de puériculture principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
Auxiliaire de soins principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
<u>Filière culturelle</u>	
Adjoint du patrimoine principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Adjoint du patrimoine principal 1 <sup>ère</sup> classe	50
<u>Filière animation</u>	
Adjoint d'animation principal 2 <sup>ème</sup> classe	100
Adjoint d'animation principal 1 <sup>ère</sup> classe	50

La règle de l'arrondi concernant le ratio est fixée comme suit :

- égal ou supérieur à 0,5 : arrondi à l'entier supérieur
- inférieur à 0,5 : arrondi à l'entier inférieur

Avis favorable du Comité Technique en séance du 11 mai 2017.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Pierre NAVARRO :** J'avoue que cette question est un peu plus claire que la précédente mais je n'ai pas très bien compris toutes ces histoires de pourcentages. Certains ont bénéficié de 50%, d'autres 100%, vous pouvez m'expliquer je ne comprends pas ?

**Emmanuelle CREPIEUX :** C'est écrit 100% pour les grades pour lesquels des conditions particulières sont exigées, c'est-à-dire quand il y a des concours ou des examens professionnels. Pour les autres, il n'y a pas de conditions particulières.

**Jean-Pierre NAVARRO :** S'il vous plaît, mais c'est 50% et 100% de quoi ?

**Emmanuelle CREPIEUX :** 100% des agents qui peuvent prétendre à ce grade.

**Jean-Yves CHAPELET :** Avant de procéder au vote, juste pour vous dire que Mme Isnard vient de s'absenter et a donné procuration à M. Salgues.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **12**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Indemnisation des examinateurs du jury de sélection professionnelle.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Il est proposé de fixer l'indemnisation des examinateurs ayant participé au jury de sélection professionnelle suite au plan de résorption de l'emploi précaire adopté en Conseil municipal du 10 décembre 2016, de la façon suivante :

- Traitement annuel brut correspondant au dernier indice chiffré des grilles de la fonction publique territoriale de la catégorie à laquelle le concours ou l'examen donne accès/le nombre d'heures annuelles travaillées (1607h) soit :
  - Taux horaire catégorie A : 28,90 euros
  - Taux horaire catégorie B : 20,37 euros
  - Taux horaire catégorie C : 17,25 euros

Les frais de déplacements et de restauration supportés par les examinateurs leur seront remboursés.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Claude ROUX** : Dans quel cadre, dans quels jurys ils participent, ils sont présents ?

**Emmanuelle CREPIEUX** : Justement dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire, on a eu des agents qui devaient passer des entretiens professionnels notamment les adjoints à l'animation et des ASEM.

**Jean-Yves CHAPELET** : Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **13**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Contrats d'apprentissage rentrée 2017.**

**1/Note synthétique de présentation :**

En application de la loi du 17 juillet 1992, la ville de Bagnols-sur-Cèze souhaite accueillir 9 nouveaux jeunes en contrat d'apprentissage pour la prochaine année scolaire.

Ces contrats tripartites – employeur, salarié, centre de formation d'apprentis – de droit privé permettent une formation en alternance.

La rémunération des apprentis dépend de l'âge des jeunes et du diplôme qu'ils préparent. Elle varie de 25 à 98 % du S.M.I.C.

En contrepartie des recrutements, l'État exonère l'employeur d'une partie des charges salariales.

Il est proposé pour la rentrée scolaire 2017 les apprentissages suivants :

Service	Nombre de poste	Diplôme préparé
Médiathèque	1	Bac Pro Accueil et Relation Clients et Usagers
Service Education	2	CAP Petite Enfance
Voirie et Réseaux Divers	1	DUT Génie Civil (2 <sup>ème</sup> année)
Environnement et Cadre de vie	1	CAPA Jardinier Paysagiste
Environnement et Cadre de vie	1	BTS Aménagements Paysagers
Ressources Humaines (Bâtiments Communaux)	1	CAP Hygiène et propreté
Education	2	BPJEPS Activités pour tous

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je suis très fier de ce que nous faisons en matière d'apprentissage. Madame Crépieux vient de vous présenter l'arrivée de 9 apprentis et la sortie de 7 apprentis cette année. Nous assumons notre rôle.

**Emmanuelle CREPIEUX :** En sachant que nous avons encore 6 apprentis qui restent pour leur 2<sup>ème</sup> année donc au niveau de la mairie on en aura 15 à peu près, après on en a au CCAS et à l'EHPAD aussi.

**Claude ROUX :** Est-ce qu'il y a des contraintes de nombre ?

**Emmanuelle CREPIEUX :** Disons que pour avoir un apprenti il faut un tuteur qui ait au moins un niveau supérieur au diplôme préparé.

**Jean-Yves CHAPELET :** Après on rentre sur des problèmes d'encadrement.

**Claude ROUX :** Il n'y a pas de plafond ?

**Emmanuelle CREPIEUX :** Non. En sachant qu'au niveau de l'ancienne région Languedoc-Roussillon, la ville de Bagnols-sur-Cèze est très bien placée au niveau du nombre d'apprentis dans la collectivité.

**Claude ROUX :** Continuez, c'est ce qu'il faut faire.

**Catherine EYSSERIC :** Je suis ravie de la politique de promotion de l'apprentissage que la Mairie de Bagnols a adopté depuis un long moment et qui continue et perdure. En tant que Conseillère Régionale nous souhaitons promouvoir justement les apprentis parce que c'est un moyen de se former de façon efficace. On sait que le taux d'employabilité des apprentis est plutôt très bon à la fin de leur diplôme et donc la Région aussi a une volonté de les aider dans leur vie quotidienne, le transport, la mobilité, l'accès au matériel, l'accès informatique, le permis de conduire, de nombreux dispositifs qui sont aujourd'hui mis à disposition des apprentis pour les aider dans leur vie du quotidien donc je suis tout à fait heureuse de voter cette délibération.

**Christian ROUX :** Par rapport à l'apprentissage, je voulais dire que ce qui est important aussi c'est l'encadrement et la disponibilité des gens qui parrainent ces jeunes, les tuteurs pardon. Aujourd'hui on voit dans les entreprises où les tuteurs ont de moins en moins de temps et le résultat, au final, est un peu tronqué.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je pense que l'on peut être fier de ce que nous faisons. Je le mets au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **14**

Rapporteur : **R. MASSE**

Objet : **Association du lycée Sainte-Marie « Les vents d'heures d'espoir » : attribution d'une subvention.**

L'association du lycée Sainte-Marie de Bagnols-sur-Cèze « Les vents d'heures d'espoir » souhaite acquérir un drapeau de défilé incrusté de différents logos et écritures.

Ce drapeau permettra de sensibiliser les élèves de l'atelier « Défense et Citoyenneté » à la notion du drapeau et de ses valeurs.

Le président de l'association, coordinateur de l'atelier, souhaite obtenir une subvention pour l'aide au financement de ce drapeau.

Il est proposé d'attribuer à l'association « Les vents d'heures d'espoir » une subvention de 300 €.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Raymond MASSE :** Je me félicite de pouvoir subventionner ce drapeau parce que de plus en plus j'essaye, dans le devoir de mémoire, d'avoir de plus en plus de jeunes donc nous avons le lycée Sainte Marie qui marche avec nous, nous avons aussi le collège du Bosquet qui avec sa chorale, avec une centaine de jeunes, est avec nous. De plus en plus, j'essaye de motiver des jeunes de façon à ce que le devoir de mémoire perdure et depuis 2008, date à laquelle Monsieur le Maire m'a donné cette délégation, je me fais plaisir à pouvoir donner satisfaction et à avoir de plus en plus de jeunes dans ce défilé.

**Jean-Yves CHAPELET :** Encore une fois je vous convie tous au 11 Novembre, au 8 Mai et à toutes les commémorations bien sûr. Je vous en félicite et je pense que tout le Conseil Municipal vous félicite parce que ce sont des moments de rencontres excessivement agréables. Je voudrais juste remercier le lycée Sainte-Marie et tout particulièrement Monsieur Saget qui est quelqu'un d'extraordinaire qui vient travailler avec nous sur bien d'autres sujets et rappeler juste qu'avec la Conseillère Régionale qui est à mes côtés, nous avons reçu la Présidente de l'Occitanie, Madame Delga, ainsi que Madame Le Recteur, dans le cadre du forum des métiers et des qualifications qui se déroulaient au lycée Albert-Einstein du campus. Ce fut un moment d'échange extraordinaire où j'ai vu des jeunes vraiment passionnés, présenter des projets, et Dieu sait qu'ils sont un peu dans un autre monde quelque fois, de bras articulé, de télémanipulation, de drones, d'hologramme, etc. Je pense que l'on peut être fier de la Région, de l'éducation nationale.

**Claude ROUX :** Le lycée Sainte-Marie s'implique d'une manière vraiment très importante au niveau de la ville et des alentours et on ne peut que féliciter Monsieur Saget de son implication. Me permettez-vous de poser une question sur l'éducation plutôt nationale ? Nous avons appris dans la semaine la remise en question des NAP, quelle est la politique de la ville là-dessus ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Je vous réponds à la fin du Conseil.

**Claude ROUX :** Pas de problème.

**Jean-Yves CHAPELET :** Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **15**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard rhodanien – Rapport d’activité 2016.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature de contrats de ville conclus à l’échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Le contrat de ville du Gard rhodanien, signé le 9 juillet 2015, concerne les communes de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Esprit, pour respectivement les quartiers prioritaires « Escanaux, Citadelle, Coronelle, Vigan-Braquet » et « Centre ancien ».

Le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 prévoit la réalisation d’un rapport annuel aux assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale et des communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville.

Dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) signataires d’un contrat de ville, le maire et le président de l’EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu’elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Le rapport annuel du contrat de ville du Gard rhodanien a été transmis pour avis aux communes et conseils citoyens concernés le 14 juin 2015.

Il comprend les éléments suivants :

- Les étapes d’élaboration et les principales orientations du contrat de ville.
- L’évolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés au regard des objectifs de la politique de la ville énoncés à l’article 1er de la loi du 21 février 2014 et des objectifs particuliers énoncés par le contrat de ville.
- Les actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.
- Les perspectives d’évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du contrat de ville.
- L’articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville.
- Les actions menées sur les territoires en matière de développement social urbain permettant de rendre compte de la Dotation de Solidarité Urbaine.

Il convient :

- d'approuver le projet de rapport 2016.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce rapport annuel.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Denis RIEU :** Je ne vous ferai pas la lecture du rapport complet. Simplement, je vais prendre quelques points qui concernent Bagnols. Je rappelle que ce rapport concerne la « Politique de la ville », c'est sur l'agglomération en général, deux territoires politique de la ville que sont Pont-St-Esprit, le centre ancien et Bagnols-sur-Cèze. Ce que l'on peut déjà constater sur le calendrier 2016, c'est la lourdeur du dispositif, le nombre de réunions qu'il est nécessaire de mettre en place pour faire fonctionner ce dispositif avec les différents partenaires.

Je ne reprendrai pas la situation des quartiers de Bagnols, vous la connaissez tous, il y a un revenu médian faible, un des plus faible si ce n'est le plus faible du Gard puisque c'est 7 500 € par an sur les Escanaux, la Coronelle, le haut de Vigan-Braquet, 30% de familles mono parentales, 40% de personnes qui ont moins de 30 ans et une population peu qualifiée.

Sur les actions menées, vous constaterez que nous avons surtout essayé de prioriser ce qui est lié à l'emploi. C'était vraiment l'une des priorités sur les actions de ce contrat, mais cela prend du temps pour se réorienter vers ce dispositif et pour avoir les porteurs de projets. Il n'empêche qu'il y avait 35 porteurs en 2016, 69 projets. Vous avez tout le détail du nombre de projets déposés. Je voudrais mettre l'accent sur une chose importante c'est la mobilisation des fonds européens qui sont gérés par la Région. Les fonds Européens qui rentrent dans le réaménagement des Escanaux, de tous les quartiers « Politique de la ville » avec des contraintes importantes mais avec quand même aussi des soutiens importants de l'Europe sur des projets structurants sur ce quartier des Escanaux.

Après, si on prend les différents piliers puisque « la politique de la ville » fonctionne sur des piliers, nous avons un porteur important qui est « Mosaïque-en-Cèze ». Nous en dit deux mots tout à l'heure, l'association est en train de retravailler sur un projet social, on parlait tout à l'heure de recentrage, l'association ne change pas, c'est toujours un centre social, une partie de ses activités a été recentrée et il y a un travail avec les différents partenaires financeurs auxquels on participe sur la réécriture du projet du centre social. Elle est quand même un partenaire incontournable sur la « Politique de la ville ». La réussite éducative, je crois qu'il y a un point particulièrement important, 54 enfants dont 49 ont suivi un accompagnement de plusieurs mois dans le cadre de la Réussite Educative. Il y a un taux d'individualisation des accompagnements qui est croissant, la participation du corps enseignant est de plus en plus prégnante, les enseignants participent à ce dispositif. Le Coup de Pouce, je ne vais pas vous donner des exemples mais je pourrais vous en donner de nombreux sur des enfants qui ont de grosses difficultés et qui, grâce à ce Coup de Pouce grosses améliorations. Sur 35 bénéficiaires de ce dispositif, 94% ont repris la lecture et 77% des familles ont vu améliorer leurs

relations parce que les familles sont bien sûr associées à ce dispositif. Sur la Maison des Parents qui est aussi un lieu important, 282 familles ont participé au moins à une action dans le cadre de la Maison des Parents.

Un autre volet de la « Politique de la ville » c'est la citoyenneté. Le Conseil Citoyen a été mis en place l'année dernière, 22 personnes y participent. Je vous rappelle qu'une partie du Conseil Citoyen a été tirée au sort sur les listes électorales, l'autre partie concerne 14 habitants et 8 acteurs associatifs. Ce Conseil Citoyen c'est une liste qui a été validée par le Préfet, ce n'est pas une simple désignation. Il est accompagné dans la partie mise en place par l'association « Mosaïque » surtout la partie organisation en sachant que c'est un accompagnement qui ne doit pas être définitif, qui est amené à cesser. Son objectif est de permettre aux citoyens de faire remonter ce qui se passe dans les quartiers et la vie des quartiers.

Les chantiers loisirs, le terme « loisirs » ne doit pas être interprété comme étant un amusement puisque c'est porté par Riposte et par exemple leur loisir en ce moment c'est de repeindre les bas d'immeubles, les cages d'escaliers. Les mercredis après midi ce sont des groupes d'adolescents, des jeunes, et donc ils ont une petite rémunération de 15 € sur ces actions-là, une place de cinéma. Ils se bousculent, RIPOSTE n'arrive pas à répondre à toutes les demandes. Le double intérêt en participant à ces actions est de leur apprendre d'une part à acquérir un certain nombre de gestes, le travail en groupe et d'autre part, d'être fier de leur travail et de le montrer. En plus, quand on repeint soi-même sa cage d'escaliers ou les bas d'immeuble on est moins enclin à les dégrader. Ils ont également repeint et remis à neuf les logements d'urgence de la ville. Donc, je crois que ce sont des dispositifs sur lesquels on va encore insister et mettre encore des financements parce que c'est aussi les premières démarches vers des postures de travail. Si on s'est engagé il faut arriver à l'heure, il faut arriver avec une tenue permettant d'aller faire de la peinture. Sur le CLSPD qui est le Contrat Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance, beaucoup de commissions se réunissent sur la tranquillité publique, sur les analyses de pratiques entre professionnels. Nous avons deux médiateurs qui travaillent sur Bagnols et sur les quartiers politiques de la ville. Il y a un dispositif aussi qui est particulièrement important avec RIPOSTE et le CLSPD, j'ai oublié d'en parler, c'était ce sont les jeunes qui sont exclus du collège pendant 3 jours du collège, plutôt que de les voir traîner dans la rue, ils sont pris en compte dans le cadre du CLSPD pour des accompagnements où ils peuvent effectivement participer à des chantiers où tout autre activité afin pas les voir traîner à l'extérieur, c'est quand même un dispositif qui s'avère être très intéressant.

J'essaye d'aller vite. Les Jardins partagés, dans le cadre du développement urbain, tout un travail est fait autour de l'ANRU, notamment avec les jeunes de l'institut de l'urbanisme de Grenoble qui sont venus travailler sur le quartier et qui vont encore revenir cette année. Donc, il y a 3 projets, c'est de maintenir le quartier dans son rôle pour l'aide d'équipement, ouvrir le quartier sur le reste de la ville et améliorer la qualité de vie des habitants et l'usage du quartier. La GUP est un dispositif de Gestion Urbaine de Proximité mais c'est vraiment pour travailler avec les habitants et en particulier avec le Conseil Citoyen et en l'occurrence avec la Mairie sur la gestion de petits équipements au quotidien comme par exemple, déplacer une poubelle, couper un tronc d'arbre, refaire un cheminement parce que l'on ne peut plus passer avec une poussette ou avec un fauteuil roulant.

Maintenant, je vous propose d'aller à la page 34-<sup>20</sup> sur le pilier développement de l'activité économique et de l'emploi qui est plutôt dirigé vers la communauté d'agglomération où il est fait état des chantiers d'insertion. J'insiste de façon importante pour l'année à venir sur cette partie-là parce que c'est vraiment la priorité, l'emploi est vraiment la priorité absolue. A la page 34-<sup>22</sup> vous allez avoir les pistes d'amélioration plus spécifique au niveau de Bagnols, je vous laisse les lire, ça va de l'adhésion au centre de ressources jusqu'à des réflexions sur la mise en place d'un fonds de participation des habitants qui serait de mettre à disposition des habitants, de toutes petites sommes, mais qui leurs permettraient d'utiliser rapidement des fonds pour faire une fête des voisins, pour faire une petite amélioration dans leur quartier avec un groupe, afin qu'ils ne soient pas obligés de passer par tout le processus municipal pour pouvoir répondre.

**Jean-Yves CHAPELET :** Je précise que nous gardons la maîtrise financière, ce n'est pas un chèque, du liquide que l'on met dans une caisse. Alors je sais que c'est toujours un peu lourd mais derrière sachez qu'il y a du travail, il y a de l'investissement de la part des services, de l'investissement de la part des élus, il y a de l'investissement des populations. C'est toujours un petit geste mais je pense encore une fois que l'on peut être très fier de ce qui se passe dans ce secteur. Je voudrais saluer tout le travail que fait au quotidien Charlotte Buhot, chargée de la Politique de la ville et du PRU des Escanaux qui s'investit à fond, toute l'équipe du Conseil Municipal pour son travail d'investissement.

Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P Navarro)

**La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **16**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard rhodanien – Programmation 2017.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature du Contrat de ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Le décret du 30 décembre 2014 a défini la géographie prioritaire et identifie le quartier prioritaire des Escanoux, Coronelle, Citadelle, Vigan-Braquet pour la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Le Contrat de ville du Gard rhodanien 2015-2020 a été signé le 9 juillet 2015.

Le Contrat de ville comporte un appel à projets annuel cofinancé par les collectivités, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (État) et le Conseil départemental du Gard. A la suite du lancement et de l'instruction de l'appel à projet 2017, la programmation fait apparaître :

- 31 dossiers de demande de subvention déposés au service politique de la ville par 13 porteurs associatifs, dont 24 ont reçu un avis favorable.
- La mairie a elle-même déposé 8 dossiers de financement d'actions municipales : Petits déjeuners à l'école maternelle, Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (6 nouveaux modules), Tutorat par les pairs, Boîtes à livres, Color People Run, Animation piscine, spectacles en famille à la médiathèque et MOUS.
- La demande de subvention de la caisse des écoles pour le financement du Programme de Réussite Educative.
- La demande de subvention de l'association Passe Muraille précédemment instruite dans le cadre du FIPD et incluse désormais dans le cadre du Contrat de ville.

Il convient :

- d'approuver le tableau de financement pour l'appel à projet 2017 du contrat de ville ci-joint,
- de solliciter les subventions auprès des financeurs pour les actions portées par la commune de Bagnols-sur-Cèze,
- d'autoriser Monsieur le Maire à verser aux associations les subventions prévues.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**M. Denis RIEU :** Pour la programmation 2017 du contrat c'est pareil, je ne vais pas vous lire l'ensemble des documents.

Simplement la loi et le décret sont les mêmes. Vous avez en page suivante un document de travail, pour vous donner une idée, vous montrez l'ensemble des dossiers qui sont déposés avec un petit commentaire sur la droite, sur ce que comportent ces dossiers. Pour l'instant, nous n'avons pas connaissance ni des financements de l'État, ni des financements du Département. Les sommes indiquées sont à titre indicatif bien sûr comme son nom l'indique. Et puis pour les sommes concernant la commune, ces tableaux sont vraiment des tableaux de suivi, c'est pour que vous ayez une idée du nombre de dossiers, des dossiers qui sont refusés puisque certains sont indiqués à zéro et des dossiers qui sont encore en l'étude. Je dis bien c'est l'ensemble des dossiers, c'est la politique de la ville, c'est à la fois les dossiers en direction de l'Agglo de Pont-Saint-Esprit et de Bagnols et ils sont dans l'ordre qui est demandé par les différents partenaires c'est-à-dire par thématique.

Pour ce qui nous concerne plus directement aujourd'hui à la page 37 du document, ce sont les subventions aux associations concernant la ville de Bagnols et les montants que l'on souhaite attribuer pour Bagnols. Je vous les cite.

L'action initiée par l'association des parents d'élèves Jules Ferry, intitulée « Soutiens à la parentalité », si vous voulez avoir plus de précisions, reportez-vous dans la colonne de droite du tableau où vous avez un petit peu plus d'explications sur le contenu, ce sont des parents qui se réunissent avec des professionnels pour discuter autour de la parentalité comme le nom l'indique, pour un total de 1 550 € et une subvention de la mairie de 500 €.

L'action initiée par les Ecureuils et intitulée « Le journal du collège du Bosquet Réplique » pour un montant global de 2 200 € et une contribution de la mairie de 1 000 €.

L'action initiée par Les Petits Débrouillards qui sont une association Nîmoise qui intervient régulièrement sur Bagnols avec des ateliers autour de techniques et qui viennent pendant des vacances ou pendant des week-ends pour un coût qui s'élève à 12 368 € et une contribution de la mairie de 2 200 €.

L'action initiée par l'Office du sport Bagnolais pour un coût qui s'élève à 6 000 € et une contribution de 1 250 €. L'aide consiste à aider à l'inscription dans des clubs pour des jeunes qui sont dans les quartiers Politique de la ville et ils sont orientés par les clubs eux-mêmes c'est-à-dire que ce sont les clubs qui lorsqu'ils ont connaissance d'enfants de famille qui auraient des difficultés à inscrire les enfants dans des clubs pour des raisons financières, l'Office des sports y contribue.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est la 2<sup>ème</sup> année que cette action fonctionne et elle fonctionne très bien. Les Clubs ont bien pris le pli.

**Denis RIEU :** L'action initiée par le football club Bagnolais pour 18 700 € et une contribution de la ville de 800 €. Alors le football a une action importante sur les quartiers, de très nombreux enfants participent à des rencontres sportives, à des tournois et compagnie. La somme que l'on verse, nous, est assez minime mais c'est aussi, parce qu'il ne faut pas oublier que nous sommes plusieurs partenaires et lorsqu'un partenaire finance, d'autres partenaires comme l'État ou le Département finance, si la Mairie dit « nous on ne finance pas » en général les autres partenaires



ne financent pas non plus donc c'est un peu un moyen d'aller chercher des financements des autres partenaires.

L'action initiée par Boxe et Culture pour un montant de 4 400 € et une contribution de 800 €.

Les actions initiées par la Maison des Alternatives Solidaires avec « une table solidaire » pour un montant de 69 440 € et une contribution de la ville de 2 500 € et « L'épicerie solidaire » pour 58 910 € et une contribution de 3 000 €. Ces sommes peuvent paraître dérisoires mais il faut savoir que nous fournissons à la MAS l'hébergement, les locaux et d'autres prestations de droit commun qui sont aussi financées par l'Agglomération.

Les actions initiées par RIPOSTE avec les « Chantiers loisirs ». Comme je le disais tout à l'heure, il ne faut pas y voir un amusement, c'est repeindre en ce moment des bas d'immeubles, des halls d'entrée.

« Espace Interactif la pépinière » pour un coût de 25 340 € et une contribution de 2 000 €.

L'action initiée par le Service d'Ecrivain Public qui fonctionne depuis un certain nombre d'années et qui montre son intérêt avec « L'atelier des clics » pour un montant de 4 330 € et une subvention de 1 030 €. C'est avant tout pour permettre aux gens qui ont de grosses difficultés de remplir leurs démarches administratives qui sont de plus en plus dématérialisées.

L'action initiée par Peuples Solidaires pour un montant de 7 458 € et une contribution de 1 000 €.

L'action initiée par La Maison de la Nature et de l'Environnement pour un coût global de 4 833 € et une contribution de 1 000 €.

Les actions initiées par Mosaïque-en-Cèze, elles sont au nombre de neuf pour un montant global de 14 000 €. « Prévention vacances » 42 000 € et une contribution de la mairie de 2 000 €. C'est avant tout l'accès aux loisirs, ce n'est pas automatiquement des départs en vacances.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est plutôt des formes d'aides, de compléments.

**Denis RIEU :** « L'Atelier linguistique » pour 15 400 € et une contribution de 2 000 €. Il faut savoir que ces ateliers fonctionnent très très bien mais sont toujours submergés et ne peuvent pas répondre à tous les besoins. C'est vraiment pour permettre à des gens qui ont des difficultés à s'exprimer en langue française d'acquérir un minimum de bases, de discussion et d'éléments pour permettre dans la vie quotidienne de faciliter l'intégration.

Le « Multimédia » pour lutter contre la fracture numérique pour un montant de 26 385 € et 950 € de contribution.

« Actions en pied d'immeuble » pour un total de 24 360 € et 3 000 € de contribution.

« Développement de jardins en pied d'immeuble » pour un coût global de 14 835 € et une contribution de 2 000 €. Ce sont des petits jardins souvent dans des petits supports d'un mètre carré sur pieds pour mettre quelques fraises, du persil, des plantations qui poussent assez facilement et qui ne demandent pas trop d'entretien.

**Jean-Yves CHAPELET :** Grâce aux visites de la GUP que nous faisons, il n'y a pas d'herbe, il y a beaucoup de persil, il y a beaucoup de coriandre, il y a beaucoup

d'herbes aromatiques qui sont à l'intérieur. En fin de compte j'ai vu peu de fraisiers mais j'ai vu beaucoup d'herbes aromatiques.

**M. Denis RIEU :** C'est-à-dire qu'il y a des fraisiers mais il y a peu de fraises.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il y a des gourmands.

**Denis RIEU :** Elles n'ont pas beaucoup le temps de murir.

« Des clés pour les parents » c'est la maison des parents avec l'AEP qui est l'accueil pour les parents avec des très jeunes enfants pour un montant de 6 975 € et une contribution de 1 200 €.

« Groupe d'échange parents ados » c'est la Maison des parents là aussi mais c'est pour les plus grands pour un coût de 6 375 € et une contribution de 1 000 €.

« Parents et ados : richesses et dangers du net » c'est pour le travail sur les addictions liées au net pour un montant de 12 750 € et une contribution de 850 €.

« Animation du conseil citoyen », comme je vous disais tout à l'heure « Mosaïque en Cèze » accompagne ce Conseil citoyen pendant deux ans parce que c'est un groupement de personnes qui ne se connaissent pas, qui habitent le quartier donc ils n'ont pas tous la culture de l'association, pour des démarches à mettre en œuvre, le montant total s'élève à 3 000 € et la contribution de la ville 1 000 €.

Les actions initiées par « Mosaïque en Cèze » pour le Conseil Citoyen, car l'association est porteuse d'une capacité d'avoir un minimum de caisse alors que le Conseil citoyen n'est pas une association, n'a rien pour pouvoir ne serait-ce que mener une petite action quand ils se font un repas, quand il se déplace pour aller à des réunions. Toutes leurs actions sont financées par là et passent par Mosaïque qui, en gros, tient les cordons de la bourse et les accompagne dans cette gestion avec nous bien sûr puisque l'on se rencontre très régulièrement avec le Conseil Citoyen en fonction d'un calendrier.

« Doter et former les conseillers citoyens en outils de communication » Ils ont maintenant besoin d'outils de communication donc pour certains c'est une part de formation et aussi l'accès aux outils numériques pour un montant de 3 000 € pour une contribution de 800 € de contribution.

« La caisse des écoles » 108 000 € avec une contribution de la ville de 38 000 €.

L'action initiée par Passe Muraille ce sont des chantiers sur la Noria, sur l'aménagement d'un petit parc que l'on ignore souvent à Bagnols qui est en plein milieu des Escanaux, derrière les immeubles là où il y a un petit terrain de foot. Derrière le fleuriste, les habitants avaient constaté que les containers ce n'était pas bien agréable, que ce n'était pas beau, que ce n'était pas propre et dans ce cadre-là Passe Muraille a refait le cache container en pierres qui est très jolie.

Le montant total de ces subventions versées aux associations est de 33 880 € dans le cadre du Contrat de ville 2017, si on enlève le PRE, plus la subvention de l'action Passe Muraille le montant total est de 55 725 €.

Après on a l'équipe MOUS qui est l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale que je remercie de leur efficacité et de leur travail.

**Jean-Yves CHAPELET :** On sera amené à reparler du travail de l'équipe MOUS, particulièrement sur la partie RHI à la rentrée je pense. Je vous remercie parce que je sais que c'est un peu fastidieux mais c'est un élément important de la vie de la commune. Est-ce qu'il y a des interventions ?

**Claude ROUX :** Félicitations pour ce boulot, néanmoins au vu des demandes des dossiers, il me vient plusieurs réflexions. Lorsque vous traitez des dossiers, je trouve gênant que vous mettiez au même niveau une action de *Color People Run* qui consiste à financer des jeunes pour une association à but lucratif et une action de la MAS, ou de RIPOSTE qui font un travail phénoménal. Je suis aussi surpris du montant d'un tournoi inter quartiers d'une association sportive, j'ai l'impression que la politique du quartier de la ville devient un fourre-tout et la course à l'échalote pour avoir des subventions qui quelques fois ne sont pas d'une première importance comme je le dis par rapport à la MAS, à RIPOSTE ou à Passe Muraille. Est-ce que vous avez la possibilité, vous, de faire un choix, de dire « attendez, vous exagérez ».

**Denis RIEU :** Vous savez ce choix, il est fait en permanence puisque sur le document que vous avez sous les yeux un certain nombre de dossiers ont zéro d'attribution. Pour le *Color People Run* c'était la possibilité de faire participer des jeunes des quartiers prioritaires à un événement un peu exceptionnel. C'est assez rare dans les quartiers prioritaires qu'il y ait des événements qui soient un peu exceptionnels et qui marquent la ville de Bagnols. Personnellement, je considère que l'accès aux loisirs c'est très important tout comme le foot. C'est pratiquement le seul sport qui est pratiqué et donc ouvrir les quartiers vers d'autres sports c'est important.

**Claudine PRAT :** Le type de maîtrise d'œuvre est portée par la ville, d'après ce qui est noté. Il semblerait que dans le tableau pour 2016 ce soit l'Agglo qui est financée, c'est un changement ?

**Denis RIEU :** En réalité il y a les deux, mais ce sont nos partenaires aussi qui nous l'imposent. Il y a une équipe au niveau de l'Agglomération qui coordonne les deux sites. Le rapport, par exemple, c'est réalisé au niveau de l'Agglomération puisque le contrat est signé au niveau de l'Agglomération. La majorité des financements arrive au niveau de l'Agglomération et après sont redistribués au niveau des mairies donc il y a des techniciens sur les actions elles-mêmes au niveau de Pont-Saint-Esprit et Bagnols et après il y a une équipe au niveau de l'Agglomération qui coordonne l'ensemble. Dans le rapport vous avez un organigramme, je crois que c'est indiqué, je ne saurais pas vous dire quelle page exactement. Page 34-<sup>24</sup> vous avez l'organigramme de la MOUS avec les différentes équipes pour Pont-Saint-Esprit et Bagnols.

**Jean-Yves CHAPELET :** Avant de mettre la question au vote je voulais vous remercier de tout ce travail et saluer les membres du Conseil citoyen qui sont dans le public et les remercier de leur présence. Vous voyez que le Conseil citoyen est un élément important de la vie de la commune. Pour compléter la réponse que vous a apportée M. Rieu, M. Roux, rappeler que l'important c'est « Le vivre ensemble » Lorsque l'on fait une action comme le *Color People Run* en dehors du fait que des

petits ou des moins petits puissent venir, c'est l'image de la ville, on l'intègre on globalise, on vit ensemble.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (J-P Navarro).

**La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **17**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Union Bouliste Bagnolaise » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Union Bouliste Bagnolaise » a organisé à Bagnols-sur-Cèze les 28, 29, et 30 avril 2017, son grand prix bouliste. Ces 62<sup>èmes</sup> journées boulistes de printemps ont été un événement d'ampleur nationale.

Le vendredi 28 avril, la compétition a débuté par les gentlemen boulistes composés d'élus, partenaires, personnalités et champions de sport boules, qui s'affrontent dans la joie, la bonne humeur et l'esprit de compétition dans le carré d'honneur.

Tout au long du week-end, les 40 meilleures équipes de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> division se sont affrontées ainsi que les 32 meilleures équipes régionales de 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> division.

Le grand prix bouliste a compté nombre de champions de France, champions du Monde en titre ou anciens. Cette manifestation a été enrichie par la mise en place d'un carré d'honneur avec tribunes ainsi que de 120 m<sup>2</sup> de tente avec emplacements destinés aux officiels et aux partenaires.

L'association sollicite une aide de la ville pour le financement de cette manifestation.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1000 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 21 juin 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Christian SUAU :** Pour l'Union Bouliste Bagnolaise c'est le concours traditionnel, le 62<sup>ème</sup>, grand prix de la ville de Bagnols-sur-Cèze. Un concours au niveau national. Nous avons la chance quelques-uns le vendredi de pouvoir jouer avec des joueurs de qualité même au niveau national avec les gentlemen boulistes. Croyez moi nous passons une très belle journée qui se termine par une soirée un peu plus festive. Je voudrais juste souligner l'effort fait par l'UBB sur le site pour améliorer le confort des participants, des spectateurs, des joueurs. Je voudrais remercier son président, M. Jacky Gauthier, ces bénévoles et bien sûr le phénomène Sébastien Charousset.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **18**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Miniflotte Gardoise » : attribution d'une subvention.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'association « Miniflotte Gardoise » a organisé à Bagnols-sur-Cèze, du 25 au 27 mai 2017, un Concours national de maquettes statiques de classe C. Ces bateaux étaient exposés dans la salle multiculturelle durant 3 jours.

Les concurrents qui se sont présentés à ces épreuves de notation ont fait le déplacement de Bretagne, de la Manche mais aussi du Sud-Est et du Sud-Ouest de la France.

70 bateaux ont été évalués par trois juges de la Fédération française de maquettes navales dont 30 concourraient pour un titre national. Le nombre de modèles réduits était conséquent car chaque candidat pouvait présenter plusieurs maquettes. Cinq concurrents représentaient la Miniflotte Gardoise. Ils ont obtenu 4 médailles dont 2 d'argent et 2 de bronze. Le jury a délivré au terme de ce concours 14 médailles d'argent et 12 médailles de bronze.

A cette occasion des frais de restauration et d'hébergement ont été engagés par l'association qui sollicite une aide financière de la commune.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 3 000 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 21 juin 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Christian SUAU :** Encore une très belle manifestation avec l'exposition de nombreuses maquettes, de beaux bateaux sur l'eau. Monsieur Couston peut en témoigner parce que nous étions ensemble et il faut signaler aussi le bon comportement des concurrents qui représentaient la mini flotte Gardoise. Ils ont obtenu 4 médailles dont 2 d'argent et 2 de bronze.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **19**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Dynamic Danse Sportive » : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le 10<sup>ème</sup> *Trophée des Garrigues* est devenu un événement incontournable du sport bagnolais. Désormais, cette compétition, organisée les 15 et 16 avril 2017 est l'une des plus grandes compétitions de danse sportive de France.

Cette année, près de 700 couples venus de toute la France, de toutes catégories d'âges, des juvéniles aux seniors se sont affrontés sur le week-end. Les efforts réalisés par l'association pour maintenir et assurer cette manifestation, confortent la place de niveau national, et la confirme comme étant une référence sportive tant sur les plans de l'organisation, de l'accueil que des résultats.

A cette occasion, l'association sollicite une aide financière de la commune.

Il est donc proposé de lui attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 21 juin 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Christian SUAU** : Il s'agit du 10<sup>ème</sup> *Trophée des Garrigues*, quand on voit le nombre de couples qui participe, 700 couples, il faut dire bravo et toute la France est là. Une manifestation qui doit perdurer.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Je mets au vote. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **20**

Rapporteur : **J.Y. CHAPELET**

Objet : **Association « ARECOS » : attribution d'une subvention.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de sa politique éducative et de son Projet Educatif de Territoire, la ville souhaite aider et accompagner les élèves du secondaire dans leur projet, au titre de la continuité éducative et dans le but de favoriser l'accès pour tous à l'éducation.

Le collège du Bosquet a réalisé un projet intitulé « Les Arts au Collège », réunissant ainsi tous les élèves des classes CHAM, mais aussi les ateliers d'expression, de danse et de théâtre. Au total, ce projet a réuni près de 150 élèves.

Par accord partenarial, la subvention est versée à l'association « ARECOS » qui coordonne le projet.

Il est proposé :

- d'attribuer pour ce spectacle une subvention d'un montant de 400 € à l'association « ARECOS ».

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse ainsi qu'à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 20 adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **21**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Adhésion au Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP).**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Le Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) est un dispositif financé par la CAF, le Conseil départemental et la MSA. Le REAAP est piloté à l'échelle départementale ; sa mission est de mettre en lumière et de coordonner les actions parentalité sur l'ensemble du territoire.

L'adhésion au REAAP 30 est gratuite; elle permet :

- de donner davantage de lisibilité sur les actions parentalité mise en œuvre sur l'ensemble du territoire,
- de travailler en lien avec les autres acteurs s'occupant de parentalité sur un même territoire et d'en trouver une complémentarité,
- d'être en lien avec tous les acteurs du soutien à la fonction parentale à travers tout le département,
- d'être informé des formations diffusées par le REAAP et de la possibilité d'y participer gratuitement,
- de diffuser via le site du REAAP les savoirs faire et notamment les calendriers d'action,
- de répondre à l'appel à projets du REAAP en vue d'une demande de financement.

Chaque structure doit adhérer au REAAP afin de bénéficier du réseau. Pour la ville de Bagnols-sur-Cèze, cette adhésion pourra bénéficier à l'ensemble des services de la collectivité.

En conséquence, il convient :

- d'approuver l'adhésion de la ville de Bagnols-sur-Cèze au REAAP 30,
- d'autoriser Monsieur le Maire à conduire l'ensemble des démarches nécessaires à cette adhésion.

Question présentée à la Commission éducation sport jeunesse du 21 juin 2017.

**Denis RIEU :** C'est une adhésion gratuite mais par contre elle ouvre à des financements et surtout à des aides et permet de répondre à des appels à projets.

**Jean-Yves CHAPELET :** Merci M. Rieu. Donc c'est très administratif comme démarche.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.  
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 21 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **22**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Convention avec le SABRE pour le financement du schéma directeur d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

La commune de Bagnols-sur-Cèze projette la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement eaux usées et pluviales. Le coût global de cette étude est évalué à 150 000 € HT réparti de la manière suivante :

- 100 000 € pour la partie eaux usées/unitaires
- 50 000 € pour la partie eaux pluviales

L'Agence de l'Eau finançant la globalité de cette étude à hauteur de 50 %.

Les ouvrages du SABRE et de la commune de Bagnols-sur-Cèze étant interconnectés, le fonctionnement des installations et des réseaux de la Commune a un impact direct sur les équipements du SABRE.

Pour cette raison, en 2015 les deux parties avaient acté le principe de financement commun de la réalisation du schéma directeur d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze, la commune déléguant au SABRE sa maîtrise d'ouvrage. Ce projet n'a finalement pas été concrétisé.

Les deux parties ont convenu que le SABRE participe financièrement au schéma directeur d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze. Cette participation porte sur la partie eaux usées et unitaires du schéma à la hauteur des 50 % restants soit un montant maximum de 50 000 €.

Le projet de convention de financement du schéma directeur d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze est joint à la présente délibération.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est un document qui existe largement dans nos cartons de mairie parce que nous avons la chance d'avoir des services très compétents et qui sont passionnés par ce qu'ils font. Il faut juste que nous mettions ça en forme parce que c'est ce schéma qui va nous donner droit, après, à des subventions de la part de l'agence de l'eau et donc pour ceci nous conventionnons avec le SABRE.

Y-a-t-il des remarques ? Il n'y en a pas. Je le mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 22 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **23**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Convention de déversement/transport des eaux usées de la commune de Sabran vers le réseau public d'assainissement de la commune de Bagnols-sur-Cèze et les ouvrages d'assainissement du SABRE.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Par une convention de déversement conclue le 18 juin 1991, à terme au 31 décembre 2002, les communes de Sabran et de Bagnols-sur-Cèze définissaient les modalités techniques et financières du rejet des effluents urbains de la commune de Sabran vers la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Depuis le 1er janvier 2003, aucune convention ne couvre plus l'utilisation effective de ces réseaux par les effluents d'eaux usées de la commune de Sabran.

Les parties sont convenues d'une nouvelle convention qui prévoit les conditions administratives, techniques, financières et juridiques du bon acheminement de ces effluents vers les installations de transfert et de traitement du Sabre.

Le projet de convention de déversement/transport des effluents d'eaux usées de la commune de Sabran par le réseau de collecte de la commune de Bagnols-sur-Cèze est joint à la présente délibération.

Cette question a été présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 23 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **24**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Demande de déclaration d'Utilité Publique des forages d'eau F1 et F3 – Croix de Fer.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

#### **ÉTAT DES LIEUX**

L'approvisionnement actuel en eau potable reste de par la ressource hydrogéologique unique sollicitée et de faible profondeur, très vulnérable aux pollutions de surface et aux prélèvements.

En effet, celle-ci pourrait être touchée par la sécheresse, par une inondation ou par une pollution de la Cèze. Les forages profonds permettraient de remédier à ces difficultés.

Les ressources actuelles (sites de la Croix de fer et site des Hamelines) suffisent à produire les volumes d'eau nécessaires y compris en période de pointe. Cependant, ces deux ressources sont très vulnérables aux pollutions de surfaces (nappes alluviales superficielles) et exploitent le même aquifère.

Ces deux nouveaux forages profonds permettraient :

- d'une part une sécurisation du réseau du haut service en production,
- et d'autre part, de réduire les prélèvements dans la nappe alluviale de la Cèze en période d'étiage.

Par l'exploitation de ces deux forages profonds, l'objectif principal est la diversification de la ressource en eau par une utilisation basée sur les saisons et les contraintes de chacune d'entre elles. Ainsi, il pourrait être envisagé un pompage par les forages profonds en été (étiage, sécheresse) et à l'automne (crues) et un pompage par le puit existant en hiver et au printemps.

#### **REGLEMENTATION**

Dans le cadre de la procédure qu'elle a engagée, la commune de Bagnols-sur-Cèze doit pour exploiter ou régulariser son nouveau captage d'alimentation en eau potable (forages F1 et F3) satisfaire à une procédure réglementaire précise au titre de la législation en vigueur et notamment :

Au titre du Code de la santé publique :

- obtenir une autorisation préfectorale pour instaurer les périmètres de protection de ces captages (L. 1321-2),
- obtenir une autorisation préfectorale pour définir le traitement à mettre en place sur l'eau destinée à la consommation humaine (R. 1321-1 à R1321-64),
- obtenir une autorisation préfectorale pour distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine (R. 1321-1 à R1321-64).

Au titre du Code de l'environnement :

- obtenir une Déclaration d'Utilité Publique (D.U.P) relative à la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines, entreprise dans un but d'intérêt général par une collectivité publique... (L215.13),
- obtenir une autorisation ou une déclaration au titre des volumes prélevés (R 214-1),
- réaliser une étude d'impact pour des prélèvements en eaux souterraines par captage d'un volume supérieur à 200 000 m<sup>3</sup> par an et qui sera soumise à enquête publique.

Il convient de noter que le PLU actuel devra être mis en conformité notamment par une nouvelle classification des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée. Ainsi une zone spécifique de protection de captage public d'eau destinée à la consommation humaine devra être créée.

### **TRAVAUX A PRÉVOIR**

Il convient de noter que ces procédures réglementaires à satisfaire, entraînent également la nécessité de réaliser des travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé en charge du dossier. Ainsi, les actions suivantes sont-elles indispensables :

Dans le Périmètre de Protection Immédiat (PPI) :

- Une conduite d'évacuation de bypass du poste de relevage des eaux usées de la route d'Alès traverse le PPI. Cette conduite pose problème surtout vis-à-vis de la vulnérabilité aux pollutions de surface. Cette conduite doit être supprimée ou rendue étanche et contrôlée au moins tous les 5 ans.

Des tests d'étanchéité ont été réalisés en juillet 2015 et compte tenu des contraintes techniques liées au déplacement et de son étanchéité avérée, cette conduite sera conservée et fera l'objet d'un contrôle d'étanchéité tous les 5 ans.

- Une conduite d'eaux pluviales et de ruissellement collectant les eaux du fossé de Chaudeyrac traverse le PPI par une demi-buse béton. Le rapport de l'hydrogéologue agréé demande l'abandon de cet ouvrage et le renvoi des eaux vers le fossé de Chaudeyrac. Compte tenu de l'état actuel de l'aval du fossé, une nouvelle proposition en concertation avec les services de l'ARS et de la DDTM a été faite à l'hydrogéologue agréé qui l'a validée. Ainsi, ces écoulements seront détournés à l'extérieur du PPI mais à l'intérieur du PPR (Périmètre de Protection Rapprochée). Cet écoulement dévié sera contenu dans une buse étanche correctement dimensionnée et traversera le PPR au niveau des jardins en Cèze. Son exutoire sera aménagé en aval du champ captant en biais dans le sens des écoulements de la Cèze afin de ne pas provoquer de risque d'érosion des berges.

- Concernant les ouvrages F1 et F3 localisés en zone inondable, l'hydrogéologue agréé a préconisé les dispositions suivantes :

- une hauteur des têtes de forage surélevée de 50 cm au-dessus des plus hautes eaux connues,
- la mise en place d'un dispositif de fermeture des têtes de forage totalement étanche et verrouillé,

- la mise en place d'une dalle béton en périphérie de 2 mètres de rayon et en forme de pente vers l'extérieur.

Les préconisations concernant la hauteur des têtes de forage aboutiraient pour le forage F1 à une hauteur de 5.51 mètres et pour le forage F2, à une hauteur de 5.84 mètres par rapport au terrain naturel. Compte tenu des problèmes financiers, techniques et administratifs liés à la création de tels ouvrages, une contre-proposition a été faite à l'hydrogéologue agréé. Celle-ci consiste à créer des têtes de forage étanches et submersibles qui seront positionnées à 1 mètre de hauteur par rapport au terrain naturel et protégées des crues par des enrochements. Cette solution a été validée par l'hydrogéologue agréé.

#### Dans le Périmètre de Protection Rapproché (PPR) :

- Le dévoiement du fossé de Chaudeyrac dans le PPR par une buse étanche a été évoqué précédemment.

- Dans le cadre de la protection de la masse d'eau souterraine superficielle, l'aménagement d'un dispositif de rétention et de dépollution des eaux (dessableur, déshuileur, séparateur à hydrocarbure) depuis la route départementale (RD6) a été prescrit par l'hydrogéologue agréé. Compte tenu de la configuration des écoulements sur la route départementale et de la difficulté de réaliser un tel ouvrage dans une telle configuration, une contre-proposition a été faite et consiste en la mise en place au début du fossé de Chaudeyrac d'un volume étanche de 30 m<sup>3</sup> qui pourra être fermé par une martelière en cas d'accident ou de pollution accidentelle. Ce dispositif viendra compléter le Plan d'Alerte et d'Intervention qui doit être rédigé. Ce plan est prescrit pour les voiries traversant le bassin d'alimentation de la Croix de Fer. Il devra être établi par Monsieur le Maire avec l'exploitant du réseau d'eau mais également le responsable de la voirie concernée (Conseil Départemental du Gard) et les services suivants : SDIS, gendarmerie, DDTM, Protection civile et ARS).

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la demande de Déclaration d'Utilité Publique des forages F1 et F3 du site de captage de la Croix de Fer.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Monique GRAZZIANO-BAYLE :** Je ne vais pas vous lire, si vous me le permettez, toute la délibération. Cette délibération est nécessaire pour présenter le dossier à la DDTM afin que soit mandaté une enquête publique qui va durer 6 mois. Donc nous avons besoin de la délibération.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 24 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **25**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Autorisations de Travaux pour la réalisation de divers travaux d'aménagement et/ou d'accessibilité de locaux.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Dans le cadre de l'exécution de certaines opérations prévues au budget primitif 2017, la commune doit effectuer certains travaux intérieurs d'aménagement et/ou d'accessibilité dans neuf établissements recevant du public afin d'en améliorer les conditions d'accueil et de travail.

Ces neuf établissements sont :

- le complexe sportif Les Eyrieux pour le remplacement de la SSI,
- les écoles maternelles Jean-Jaurès, Jules-Ferry, Célestin-Freinet, Jean-Macé, Maria-Montessori, les écoles élémentaires Jean-Jaurès, Jules-Ferry, Célestin-Freinet, pour les travaux d'accessibilité dans le cadre de l'AD'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée).

Conformément à l'article L.111-8 du Code de la construction et de l'habitation, ces travaux nécessitent une Autorisation de Travaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et à signer tous les documents nécessaires à l'obtention des neuf Autorisations de Travaux requises.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Ces autorisations de travaux concernent 9 établissements. C'est principalement sur le complexe sportif des Eyrieux où nous devons remplacer la SSI, ce sont les alarmes incendie et c'est surtout sur l'accessibilité dans les écoles donc tout ce que vous avez derrière c'est sur l'AD'AP. En fin de compte ce sont toutes les écoles, tout le programme que vous retrouverez dans le plan pluriannuel d'investissement année par année, qui a été accepté par le Préfet, qui est financé aujourd'hui.

Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 25 adoptée à l'unanimité.**



Question n° : **26**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Servitude de passage de canalisation souterraine consentie à Electricité Réseau Distribution France (ERDF).**

**1/Note synthétique de présentation :**

La Commune a signé une convention avec Electricité Réseau Distribution France (ERDF) pour autoriser cette dernière à établir une canalisation souterraine d'une largeur de 1 mètre sur une longueur de 8 mètres sur la parcelle cadastrée BI 179 située Allée des Cèdres.

Cette convention est annexée à la présente délibération.

ERDF a chargé Maître CAMINADE, notaire à Trèbes pour régulariser ladite convention par acte authentique.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou son premier adjoint, à signer en l'étude de Maître CAMINADE, l'acte authentique relatif à la servitude suscitée.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET** : Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 26 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **27**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

**Objet : Ouverture de l'enquête publique pour le transfert d'office dans le domaine public communal de l'Impasse du Bois Joli.**

### **1/Note synthétique de présentation :**

Par délibération du 10 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé la cession amiable de la voirie privée du lotissement « Le Bois Joli » à la commune pour transfert dans le domaine public communal. Cependant, suite au décès du propriétaire du lot 12 du lotissement, sa succession n'a toujours pas été réglée suite à un désaccord entre les héritiers et par conséquent, il paraît extrêmement compromis d'obtenir un accord pour un transfert amiable.

De fait, la Commune souhaite procéder au transfert d'office de l'Impasse du Bois Joli, cadastrée BW 297 et BW 301, dans son domaine public ; il convient donc de prendre une nouvelle délibération.

Le transfert d'office de la propriété d'une voie privée vers le domaine public communal est possible dans les conditions prévues par les articles L. 318-3, R. 318-10 et R. 318-11 du Code de l'urbanisme : la voie en cause doit être ouverte à la circulation publique et située dans des ensembles d'habitations, la procédure peut être mise en œuvre par simple délibération de la commune après enquête publique, elle ne nécessite pas un recours préalable à la procédure d'expropriation et ne donne pas lieu à indemnité au profit des anciens propriétaires.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du Conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'État dans le département, à la demande de la Commune.

Le déroulement de l'enquête publique est régi par les articles R. 141-4, R.141-5, R. 141-7 et R. 141-9 du Code de la voirie routière.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'abroger la délibération n° 142/2016 en date du 10 décembre 2016 relative à la cession amiable de la voirie privée du lotissement « Le Bois Joli » à la commune pour transfert dans le domaine public communal,

- d'approuver le principe du classement d'office dans le domaine public communal de la voie dénommée « Impasse du Bois Joli » cadastrée BW 297 et BW 301, et ceci conformément aux articles L. 318-3, R. 318-10 et R. 318-11 du Code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à lancer l'enquête publique correspondante dont les modalités seront précisées par voie de presse (date, lieu et horaires du déroulement de l'enquête),
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes notariés et tous documents correspondants relatifs au classement de cette voie.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 27 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **28**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Cession d'une maison en ruine - Traverse Conti.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Suite à l'enquête diligentée par les services de la Commune relative à la propriété du bien cadastré BE 65, situé au 10 Traverse Conti, d'une superficie de 31 m<sup>2</sup>, le bien a été considéré sans maître et a été appréhendé de plein droit par la Commune suite à la délibération n° 96/2015 en date du 10 octobre 2015 et à l'acte de dépôt de pièces en date du 10 mars 2016.

Cette parcelle correspond à une maison en ruine de 31 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

La Commune n'en ayant pas l'utilité, elle a décidé de céder ce bien à Monsieur Lionel MALATERRE qui s'est porté acquéreur, étant donné que le bien est contigu à sa propriété.

France Domaine a été sollicité concernant l'évaluation de ce bien le 17 mars 2017 mais la demande est restée sans réponse.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la cession de cette maison en ruine cadastrée BE 65 au profit de Monsieur Lionel MALATERRE, ou de toute autre société se substituant, au prix de 3 000 € HT, frais de notaire à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son Premier Adjoint à signer le compromis de vente et l'acte authentique de vente à intervenir ainsi que tous documents afférents à la présente cession.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il est urgent de vendre ce bien parce que c'est une ruine. Si nous n'arrivons pas à la vendre, nous allons être obligés de lancer des travaux de consolidation importants. Par contre, vous avez bien compris que l'on passe outre, l'avis de France Domaine qui ne répond plus. On va délibérer, s'il y a un problème au contrôle de légalité, il sera toujours temps de le gérer et de rappeler les courriers que l'on a envoyés.

Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 28 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **29**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Bail Emphytéotique Administratif avec l'Association Musulmane du Gard Rhodanien (AMGR).**

### **1/Note synthétique de présentation :**

L'Association Musulmane du Gard Rhodanien (AMGR) occupe un local communal situé à l'esplanade Mont Cotton, parcelle cadastrée BN 4.

Ce dernier d'une superficie de 100 m<sup>2</sup> s'avère aujourd'hui trop petit pour accueillir dans de bonnes conditions, notamment en termes de sécurité et d'ordre public, tous les membres de l'association.

Ainsi, l'AMGR s'est rapprochée de la commune pour trouver une solution et a proposé de réaliser une extension sur la parcelle cadastrée BN 4, propriété privée de la commune.

Afin de concilier les attentes réciproques de chacun, il est proposé de mettre à disposition de l'association, sous forme d'un bail emphytéotique administratif, l'emprise de terrain nécessaire à la construction envisagée sur la parcelle cadastrée BN 4 ainsi que le bâti existant.

L'AMGR prendra à sa charge l'intégralité du financement de la construction du bâtiment tout comme l'entretien des locaux actuels et futurs. Cette construction ainsi que tous les aménagements réalisés par le preneur resteront la propriété du bailleur à l'issue du bail emphytéotique administratif conclu pour une durée de 18 ans.

Par délibération du 9 avril 2016, le Conseil municipal a décidé de concéder un bail emphytéotique administratif à l'euro symbolique à l'AMGR concernant la parcelle BN 4, sise 2 Descente des Perrières, pour une durée de 18 ans. Finalement, il a été convenu avec l'AMGR que la redevance annuelle serait de 1 000 €, il convient donc de prendre une nouvelle délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'abroger la délibération n° 048/2016 du 9 avril 2016 relative à un bail emphytéotique administratif concédé à l'euro symbolique à l'AMGR concernant la parcelle BN 4, sise 2 Descente des Perrières, pour une durée de 18 ans,
- de consentir à l'AMGR un bail emphytéotique administratif pour l'extension et l'entretien d'un lieu de culte à Bagnols-sur-Cèze sur la parcelle cadastrée BN 4,
- de passer outre l'évaluation de France Domaine afin de permettre à l'AMGR l'amortissement de cette construction qui représente un intérêt certain pour son fonctionnement et de consentir ce bail moyennant une redevance annuelle de 1 000 € pour une durée de 18 ans,

- d'acter que la présente délibération sera caduque après une période de 2 ans à compter de son caractère exécutoire, s'il n'a pas été délivré à l'AMGR un arrêté de permis de construire autorisant l'implantation du lieu de culte ou une décision de non opposition à déclaration préalable,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son premier adjoint à signer le bail emphytéotique administratif, les frais notariés étant supportés par l'AMGR.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Claude ROUX :** L'année dernière j'avais voté contre cette question parce que j'estimais que donner pendant 18 ans cet immobilier à une association quelle qu'elle soit pouvait priver la mairie d'une éventuelle réorganisation du Mont-Cotton. Je n'ai pas varié dans ma position donc je voterai contre.

**Jean-Yves CHAPELET :** J'espère que vous avez voté contre le même bail qui a été fait pour la Croix Rouge pour 25 ans, je vérifierai. C'était un bail à construction qui était exactement pareil. je vérifierai que vous ayez la même logique.

**Claude ROUX :** J'ai voté pour la Croix Rouge. La municipalité se prive de réaménager le Mont-Cotton pendant 18 ans alors qu'il aurait fait un très bon accueil pour l'Office du Tourisme où les camping-cars. Je ne fais pas de polémique.

**Jean-Yves CHAPELET :** Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? **1 opposition** (Cl. ROUX). Des abstentions ? **2 abstentions** (A-M AYMERIC, M. AYMERIC procuration à A-M AYMERIC).

**La question n° 29 adoptée à la majorité.**

Question n° : **30**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Bail à construction concédé au Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze - Avenue de la Montade.**

**1/Note synthétique de présentation :**

Le Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze a pour projet de construire un établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD). Le bâtiment projeté occupera une partie d'environ 4 500 m<sup>2</sup> de la parcelle communale cadastrée BM 285 (voir plan annexé) sise 1 Avenue de la Montade. Dans ce cadre, il convient qu'un bail à construction soit concédé par la Commune au Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze.

Le Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze prendra à sa charge l'intégralité du financement de la construction du bâtiment tout comme l'entretien des locaux futurs. Cette construction ainsi que tous les aménagements réalisés par le preneur resteront la propriété du bailleur à l'issue du bail à construction conclu pour une durée de 55 ans.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- de concéder au Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze, un bail à construction d'une durée de 55 ans sur une partie de la parcelle cadastrée BM 285 (voir plan annexé),
- de consentir ce bail moyennant une redevance annuelle à l'euro symbolique,
- d'acter que la présente délibération sera caduque après une période de trois ans à compter de son caractère exécutoire, s'il n'a pas été délivré au Centre Communal d'Action Sociale un arrêté de permis de construire autorisant la construction d'un EHPAD,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son premier adjoint à signer l'acte à intervenir passé aux frais du Centre Communal d'Action Sociale de Bagnols-sur-Cèze et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il s'agit d'un bail à construction pour le nouvel EHPAD. C'est un bâtiment qui occupera environ 4 500 m<sup>2</sup> sur la parcelle communale cadastrée BM 285, vous avez le plan qui est situé derrière.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Si je lis bien le second paragraphe p. 72, d'après ce paragraphe je crois comprendre que le CCAS disposera de cet EHPAD pendant 55 ans et à l'issue de cette période les ruines seront à nous ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Monsieur Navarro, j'adore votre façon de présenter les choses sauf que, il ne vous a pas échappé que le Président du CCAS était le Maire et que lorsque vous parlez du CCAS comme d'une institution qui nous est étrangère, je pense que l'on ne va pas le réanimer ni appeler les pompiers. C'est le CCAS qui porte ce projet, le terrain nous appartient, on peut vendre le terrain mais ça n'a pas d'intérêt. Nous sommes investis à 100% en tous les cas je parle pour les élus, pour Denis, pour Monique et moi-même et quelques-uns, pour Mme Crépieux qui a découvert un concours d'architecte, et que la commune n'est pas étrangère à ce qui se passe sur cette parcelle, donc ne vous inquiétez pas, on aurait pu faire un bail à 3 siècles, nous sommes investis à l'intérieur.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 30 adoptée à l'unanimité.**



Question n°: **31**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 2 du Plan Local d'Urbanisme.**

### **1/Note synthétique de présentation**

Par délibération du 27 juillet 2013, le Conseil municipal a approuvé la 1<sup>ère</sup> révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La Commune de Bagnols-sur-Cèze conformément aux dispositions des articles L. 153-45 et suivants du Code de l'urbanisme, a lancé le projet de 2<sup>ème</sup> modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) par arrêté municipal n° 2017/538 en date du 15 juin 2017.

Cette modification vise à modifier le chapitre 6 du règlement (pièce 4.2) concernant les dispositions applicables dans les secteurs soumis à l'aléa feu de forêt.

L'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :

- changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

Cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquence :

- soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- soit de diminuer ces possibilités de construire,
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

La mise en œuvre de la procédure de modification dans sa forme simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme seront mis à disposition du public pendant un mois, dans les conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations seront alors enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le Conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, Monsieur le Maire présentera le bilan devant le Conseil municipal, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié

pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Par la présente délibération, il est proposé de définir les modalités de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 2 du P.L.U. de Bagnols-sur-Cèze.

Le dossier du projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et le cas échéant, les avis émis par les personnes associées seront mis à disposition du public du 28 août 2017 au 29 septembre 2017 inclus aux Services Techniques de la Commune de Bagnols-sur-Cèze aux heures et jours d'ouverture au public.

Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert aux Services Techniques de la Commune de Bagnols-sur-Cèze.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017.

**Jean-Yves CHAPELET :** Il s'agit juste d'un problème d'écriture sur le PLU que nous avons voté en 2014, dans lequel figure une petite phrase dans l'aléa « feu de forêt ». En effet, au lieu de parler d'installation, on parle d'aménagement et l'erreur est d'autant plus visible que le texte que nous a envoyé la Préfecture contenait déjà cette erreur. Donc, en 2014, nous avons pris le texte de la Préfecture, nous l'avons mis en forme sans changer une lettre, nous l'avons recopié et depuis cette date nous attribuons des permis de construire sur l'aléa « feu de forêt ». C'est passé sans soucis sauf qu'au niveau du contrôle de légalité de la Préfecture, une nouvelle personne est arrivée et quand le 1<sup>er</sup> permis de construire est arrivé, elle a dit « là il y a quelque chose qui ne va pas. Ce petit terme fait que vous ne pouvez pas faire ce que vous nous proposez » sauf que depuis 2014, nous sommes en 2017, ce sont 10 permis de construire que nous avons accordés et qui sont concernés par cet aléa. J'ai rencontré individuellement toutes ces personnes pour leur expliquer la situation mais différents cas sont à traiter. Il y a ceux qui n'avaient pas commencé à construire à qui il a fallu retirer le permis de construire, ceux qui n'avaient pas attendu les recours, ceux qui voulaient commencer, ceux qui avaient un permis de construire en attente, ceux qui voulaient vendre et qui voulaient régulariser avant. J'ai reçu tout le monde. Finalement, grâce aux services de l'État on a réussi à trouver une procédure rapide. La procédure la plus rapide, ce n'est pas de reprendre la carte d'aléa, c'est juste de modifier ce texte. Je pense qu'au mois de septembre/octobre on sera en mesure de réaccorder les 10 permis de construire qui sont un petit peu bloqués sous le coude. J'ai eu quelques moments pénibles, notamment quand j'ai reçu mercredi matin, les deux couples qui se retrouvent à payer à la fois un loyer et à la fois un prêt. Je leurs ai expliqués qu'ils ne s'inquiètent pas qu'on trouverait un modus vivendi à la fin qui leurs permettrait de les aider. Par moment la vie d'élu c'est compliquée.

**Claudine PRAT :** Je voudrais savoir s'il y a d'autres terrains dans le futur qui sont susceptibles d'être concernés ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Non, justement c'est ça qui était important. Les services de la Préfecture voulaient revoir la carte d'aléas et donc découper à la parcelle. Je m'y suis opposé car définir à la parcelle, cela commence à devenir problématique quand de dire celui-là oui, celui-là non et puis derrière la procédure n'est pas la même. Aujourd'hui rien à changer les terrains resteront exactement dans la classification où ils sont, c'est juste le texte qui va changer.

**Claudine PRAT :** Est-ce que je peux me permettre une remarque plus générale puisque l'on en est à la dernière question du Conseil. Le dernier Conseil date du mois d'avril, est ce qu'au lieu de faire un Conseil marathon trois mois plus tard, on n'aurait pas pu...

**Jean-Yves CHAPELET :** Il ne vous a pas échappé que depuis le mois d'avril, on a travaillé, et puis surtout il y a eu une campagne électorale et que les Conseils Municipaux en période de campagne, ce n'est pas qu'on les évite, mais on essaye de les mettre un tout petit peu en stand-by. Ce qui nous a pris du temps ce ne sont pas les petites délibérations, c'était le PPI qui vient à maturité maintenant, les rapports et les plannings de la politique de la ville qui viennent à maturité maintenant, le budget supplémentaire et donc d'une manière ou d'une autre, on avait droit à un Conseil Municipal marathon. Je le mets au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

**La question n° 31 adoptée à l'unanimité.**

Question n° : **32**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 03/2017 au n° 06/2017.**

**N° 03/2017 :** Désignation d'un avocat (Gil-Fourrier) pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par la SCI SCHWEITZER auprès du Tribunal Administratif de Nîmes.

**N° 04/2017 :** Désignation d'un avocat (Gil-Fourrier) pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par la Société MARIANI auprès du Tribunal Administratif de Nîmes.

**Jean-Yves CHAPELET :** C'est ce qui concerne l'église. On vient juste d'apprendre que la requête a été rejetée, maintenant on va attendre que tout nous arrive conformément au pouvoir judiciaire et l'administration.

**N° 05/2017 :** Modification d'une régie d'avances pour les dépenses de matériel et de fonctionnement.

**N° 06/2017 :** Modification de la régie d'avances à la Médiathèque.

**Christian ROUX :** J'ai une question à poser sur les rythmes scolaires. Nous sommes en juillet, nous n'allons pas nous revoir d'ici le mois de septembre. Il y a un décret qui est sorti, qui laisse la possibilité aux communes de réorganiser les rythmes scolaires donc je voulais savoir si effectivement les rythmes scolaires vont être modifiés et surtout si vous avez organisé une concertation avec les différentes parties prenantes ?

**Jean-Yves CHAPELET :** Effectivement le décret a été publié en date du 27 juin, c'est tout récent. Un gros débat s'est tenu avec les maires de l'Agglomération pour connaître la position de chacun. A l'heure d'aujourd'hui, sur l'Agglomération, sachez qu'il n'y a pas d'opposition unanime sur ce qui doit être fait même dans les communes de moindre importance.

Il est compliqué aujourd'hui de dire « On fait ça, on ne fait pas ça ». Le décret précise que si on est dans un consensus local, entre le Conseil municipal et les conseils de classes, il peut être demandé une dérogation auprès du directeur d'académie pour adapter les rythmes scolaires. C'est-à-dire que je suis en train de dire que la décision finale n'appartient pas à la commune, elle appartient à l'académie. Il faut s'enlever de la tête que c'est la Mairie qui décide. Deuxièmement, je pense que je vais m'appuyer sur Emmanuelle parce qu'elle a été à l'initiative des rythmes scolaires, aujourd'hui nos rythmes scolaires ont un réel succès. Il suffit de prendre les taux de fréquentation. Donc aujourd'hui, dire on arrête, on revient en

arrière, c'est un peu compliqué. Donc, notre position à l'heure actuelle est de maintenir ces rythmes scolaires sous deux conditions, d'abord que le financement soit présent, si le financement n'avait pas été là, il est sûr qu'on arrêterait tout et ensuite que l'on reste sur le vendredi après-midi, c'est une dérogation du DASEN aujourd'hui donc s'il venait à nous imposer  $\frac{3}{4}$  d'heures le lundi,  $\frac{3}{4}$  d'heure un autre jour, on se reposerait la question. La concertation a commencé puisque les conseils d'écoles se sont tous tenus, il y a des choses qui nous reviennent mais il y a aussi les enseignants, les associations, je rappelle aussi que derrière il y a de l'emploi en jeu. Donc en 4 jours, dire : « On fait, on ne fait pas ! », surtout sur quelque chose qui marche, on va prendre un peu le temps de la réflexion. Donc, aujourd'hui, les effectifs on les garde. Donc ce que l'on va faire, on va faire la rentrée, on va prendre du temps, on ne va pas se précipiter. Ce sont des sujets importants, il y a de l'humain, il y a des enfants, il y a des familles, on vit dans des milieux où les 4/5<sup>ème</sup> ne sont pas séquençables en deux ce qui veut dire que soit c'est le mercredi toute la journée, soit c'est le vendredi mais ce n'est pas le mercredi matin et le vendredi après-midi. On va prendre du temps, on va réfléchir, le financement pour l'instant est là mais si on doit tout détricoter on prendra notre temps et on le fera sereinement. Don voilà un peu la position.

**Emmanuelle CREPIEUX :** Au niveau du CT, qui a eu lieu mercredi, nous avons discuté avec les syndicats, donc il est bien acté que M. Poutier fait la concertation au niveau des familles et des enseignants au niveau des conseils d'écoles et nous, on fait la concertation avec les agents au niveau du CT. Donc on va se donner jusqu'au mois d'octobre pour attaquer sur une concertation pour faire quelque chose de réfléchi, en 4 jours on ne peut pas révolutionner une rentrée qui a été préparée depuis déjà plus de 3 mois.

**Jean-Pierre NAVARRO :** Juste une petite question. Vous savez que je sais être court. Me permettez-vous de transmettre à M. Cégielski, ici présent, une question qui se pose de plus en plus avec de plus en plus d'acuité dans les milieux Bagnolais. Pressé de questions, je me suis rendu à l'accueil de la Mairie, je n'ai pas pu avoir cette information, ce n'était pas plus tard que jeudi. Alors, M. Cégielski a déjà deviné la question, où se procurer les disques de stationnement ? A l'accueil de la Mairie on m'a dit vous allez à Intermarché. Je suis allé au bureau de tabac d'Intermarché, je me suis fait envoyer sur les roses.

**Michel CEGIELSKI :** Le disque bleu, M. Navarro, mais je suppose qu'il n'y a pas que vous ici, vous devriez l'avoir depuis moult années parce que c'est la loi qui demande à ce que vous l'ayez dans votre voiture. Tout comme le gilet jaune. Quand vous allez dans d'autres communes où les zones bleues, je rappelle que c'est gratuit c'est pour qu'il y ait un turn-over, existent déjà, si vous n'en avez pas, vous pouvez être verbalisé donc vous l'achetez dans le commerce. Mais il y aura une action qui sera faite parce qu'effectivement on avance doucement, il ne faut pas prendre les gens par surprise, de notre part en collaboration avec, dont je ne dirai pas le nom, qui distribuera dans les boîtes aux lettres gratuitement des disques bleus à la population. Donc, on a mis une date du 1<sup>er</sup> juillet mais je vous rassure on fait ça comme il faut donc mettez-vous en conformité avec la loi, achetez en un vite M. Navarro pour ne pas être verbalisé hors Bagnols.

**Jean-Yves CHAPELET** : S'il n'y a pas d'autres interventions, nous allons clore ce conseil. Bonnes vacances à tous et on se revoit en septembre et entre temps reposez-vous bien et revenez bien frais.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **13 h 25**.

Le 1<sup>er</sup> Adjoint  
Jean-Yves CHAPELET